

Les CHAMBRES d'AGRICULTURE EN ROUMANIE

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1933 à 14 heures

par

Eugène FLORIAN

Jury de la Thèse :

Président : M. W. Oualid, Professeur

Suffragants : M. Maunier, Professeur

M. Roger-Picard, Professeur

LIBRAIRIE L. RODSTEIN

17, rue Cujas

PARIS

1933

Les CHAMBRES d'AGRICULTURE EN ROUMANIE

Thèse pour le Doctorat
présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1933 à 14 heures
par
Eugène FLORIAN

Jury de la Thèse :

Président : M. W. Oualid, Professeur
Suffragants : M. Maunier, Professeur
M. Roger-Picard, Professeur

LIBRAIRIE L. RODSTEIN
17, rue de Cujas
PARIS
1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Les Chambres d'agriculture sont des institutions très utiles qui existent aujourd'hui presque dans tous les pays d'Europe ; en état embryonnaire elles sont signalées aussi au milieu du 19^e siècle en Angleterre et en Allemagne, mais en général leur existence date d'une époque assez récente.

Les Chambres d'agriculture doivent leur existence aux nouvelles exigences de l'agriculture moderne qui demande un organe représentatif de la profession pour coordonner les efforts et pour donner à la production agricole un mouvement d'ensemble à côté des autres branches de la production nationale.

Si les associations agricoles ont une grande part dans le relèvement de la profession et dans l'augmentation de la production agricole, elles n'ont pas l'autorité nécessaire pour former la représentation des intérêts généraux des agriculteurs, de former un organe uni et solidaire et de représenter la profession agricole devant les autorités publiques ; les Chambres d'agriculture en s'assu-

mant cette tâche ont réalisé le commandement de l'édifice agricole.

Aujourd'hui quand les exigences des différentes branches de production rendent des grandes complications dans la vie des états, leur groupement dans des corps représentatifs de la profession, forme auprès des gouvernements une sorte d'organe auxiliaire appelé à contribuer dans une certaine mesure à solutionner les grands problèmes nationaux. En considérant aussi les avantages que les Chambres offrent aux professionnels eux-mêmes, là où ces institutions sont arrivées à la maturité, obtiennent une approbation générale.

En Roumanie, la situation de l'agriculture est différente des autres pays occidentaux. La population rurale n'est pas arrivée à un niveau cultural suffisant pour effectuer un travail rationnel de la terre et assurer au pays une production qualitative. Les Chambres d'agriculture ne sont pas à la tête d'un développement agricole avancé et par conséquent ne pourront constituer l'organe s'occupant principalement de la défense des intérêts professionnels agricoles.

Les Chambres d'agriculture en Roumanie font partie d'un programme général élaboré pour le relèvement cultural et technique de la masse agricole. Leur mission est très difficile, étant donné que les organisations agricoles privées qui pourraient faciliter leur action, sont très peu développées.

Dès leur constitution les Chambres ont eu à lutter avec de grosses difficultés, et, comme leur fonctionnement

montrait au commencement des lacunes, les résultats qu'elles ont obtenus dans le domaine agricole ne sont pas tout à fait satisfaisants.

La nouvelle orientation, apportée par la loi de 1930, leur donne la possibilité d'une activité très fructueuse. On espère voir bientôt les Chambres d'agriculture travaillant avec beaucoup d'efficacité pour le relèvement de l'agriculture en Roumanie.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552819_0011

CHAPITRE I

LES ASSOCIATIONS AGRICOLES EN ROUMANIE

SECTION I

LES COMICES ET LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'AGRICULTURE EN ROUMANIE

I. — LES COMICES AGRICOLES (1). — Parmi les premières associations agricoles formées en Roumanie, les Comices agricoles, ont été celles dont le mouvement a fait le plus de progrès et dont l'activité s'est le plus étendue dans le monde agricole. Ces Comices ont commencé à se former en 1880 ; l'exemple donné par le département d' « Ilfov » a été suivi par un grand nombre de départements, sans arriver cependant à la totalité du pays. A cause de ce développement partiel, ils n'ont jamais pu se réunir en Congrès, pour donner l'occasion à leurs repré-

(1) Ces renseignements ont été pris dans la collection de la Revue « *Economia rurala* » de 1882.

representants de se consulter et de prendre des mesures générales pour les intérêts de l'agriculture.

Les Comices agricoles étaient des associations populaires composées de tous les agriculteurs du département dont l'agriculture était l'occupation principale.

Leur but était de chercher les moyens de culture les plus pratiques, de les répandre dans la masse paysanne et de pourvoir au progrès de l'agriculture. Mais en pratique, leur activité se bornait à donner des primes pour les terres bien cultivées et à organiser des concours pour les produits agricoles de leur circonscription.

Les résultats de cette action ne pouvaient être très satisfaisants, car la propriété foncière à cette époque était en majeure partie entre les mains des grands propriétaires et les paysans qui formaient la majorité des Comices étaient pauvres. L'action des Comices, si modeste qu'elle fût, ne pouvait se baser que sur les cotisations et les subventions généreuses des agriculteurs, dont la situation critique peut être jugée d'après la statistique suivante (1) :

5000 grands propriétaires, soit 0,25 % du nombre total des propriétaires, possédaient, en terrains dépassant 100 Ha. une surface de 3.810.351 Ha., soit 47,70 %. — 38.723 propriétaires, soit 3,96 % du nombre total, possédaient, en propriétés de 10-100 Ha. une surface de 862.800 Ha., soit 10,80 %.

Les paysans, au nombre de 921.000, soit 95,52 %

(1) N. R. Capitaneanu : Rapport sur le recensement fiscal. Bucarest 1905.

possédaient, en petites propriétés, au-dessous de 10 Ha., une surface de 3.320.000 Ha., soit 41,50 %.

Vu cette situation, les défenseurs de la cause agricole ont commencé une campagne visant à faire intervenir l'Etat par une loi spéciale sur les Comices agricoles. L'opinion publique agricole — gagnée facilement à cette idée —, demandait une loi pour l'introduction des Comices dans tous les départements de la Roumanie ; le Ministère de l'Agriculture devait inscrire chaque année dans son budget, une somme spéciale pour subventionner leur activité. A côté des concours et expositions agricoles qui étaient un stimulant pour le travail agricole, les Comices devaient subventionner toute initiative tendant au progrès de l'agriculture.

Ce mouvement devait aboutir par la loi de 1897, à l'institution de la Société Nationale d'agriculture qui est en liaison avec les Comices agricoles.

II. — LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'AGRICULTURE

(1). — La Société Nationale d'agriculture, œuvre du Ministre de l'Agriculture Aurelian, a été instituée par la loi du 16 mars 1897. Par cette loi, non seulement les doléances des agriculteurs ont été satisfaites, mais le gouvernement a voulu donner aux travailleurs de la terre, une représentation officielle.

La Roumanie étant un pays éminemment agricole, avait

(1) Voir « *Economia Nationala* » revue pour la défense des intérêts économique de la Roumanie. 1897-1899.

Vol. I, p. 180 et suiv. ; 459 et suiv. ; 529.

besoin d'une institution spéciale pour s'occuper des mesures concernant le développement et le progrès de la production de la terre. « Il est temps, — disait l'exposé des motifs de la loi, — de satisfaire ce besoin de la population rurale, car l'agriculture est pour le présent et pour l'avenir, le fondement sur lequel doit s'appuyer toute l'organisation économique et sociale de l'Etat roumain. »

La production agricole, prenait chaque jour un développement plus important et la presque totalité du commerce roumain d'exportation était alimentée par les produits agricoles. D'un autre côté la prospérité agricole, si évidente dans tous les pays agricoles du monde, — pouvait menacer la Roumanie sur le marché international.

Toutes ces considérations, justifiaient pleinement la préoccupation qu'avait le gouvernement roumain pour le sort de l'agriculture et si la loi pour l'institution de la Société Nationale d'agriculture a été accueillie avec satisfaction par la classe dirigeante, les paysans n'ont pas été moins heureux de l'introduction des Comices agricoles dans chaque département.

La Société Nationale d'agriculture est composée de 60 membres nommés à vie par le ministre d'agriculture, parmi les citoyens roumains s'occupant principalement de l'agriculture ou des sciences qui ont rapport avec elle. La Société constituée, les membres permanents élisent 120 membres correspondants nationaux et 40 membres correspondants étrangers.

La Société Nationale d'agriculture fonctionne auprès du Ministère de l'Agriculture qui prévoit dans le budget

annuel de l'Etat, une somme minimum de 100.000-lei pour les besoins de la Société.

Comme organe de défense des intérêts agricoles du pays, la Société Nationale d'agriculture, doit s'occuper de toutes les questions concernant le développement et l'encouragement de l'agriculture nationale et des industries agricoles. Comme organe officiel, elle est consultée par les différentes autorités, et spécialement par le Ministère de l'agriculture, sur toutes les lois et règlements concernant l'agriculture. Elle est chargée de faire des enquêtes agricoles, des inspections et des études spéciales dans les différentes branches de l'agriculture.

Comme nous l'avons déjà signalé, la loi autorise l'institution des Comices agricoles dans chaque département. Ces Comices sont des associations, dont les membres sont recrutés parmi les praticiens de la profession agricole et dont le but est de protéger et de défendre les intérêts agricoles dans leurs circonscriptions.

Les revenus des Comices se composent des cotisations de leurs membres, des subventions de l'Etat (au moins 5.000-lei par an), des départements et des communes et des donations des particuliers. Les ressources de la Société Nationale d'agriculture et des Comices ne peuvent être dépensées que pour l'agriculture ou l'industrie agricole, à l'exclusion des appointements ou des diurnes de leurs membres.

La Société aussi bien que les Comices sont reconnus comme personnes morales afin de leur donner la possibilité de se créer, avec le temps des ressources propres et

de poursuivre le progrès de l'agriculture sans avoir besoin du concours de l'Etat.

*

* *

Cette loi, dont l'opportunité était approuvée par tout le monde agricole, n'a jamais été appliquée, et il s'ensuivit une grande déception.

Sans nous occuper des raisons qui ont poussé le gouvernement roumain à ajourner l'application de cette loi, nous pensons qu'elle présente beaucoup de points obscurs qui constituent sa faiblesse et qui prouvent la hâte avec laquelle elle fut élaborée.

D'abord la Société Nationale d'agriculture est formée par 60 membres titulaires nommés par le Ministre de l'Agriculture. Or, si le gouvernement a voulu donner à l'agriculture une représentation officielle, pourquoi a-t-il confié la nomination de tous les membres de la Société au Ministre de l'Agriculture ?

L'intention du législateur de former un corps supérieur pour diriger et centraliser les efforts des Comices dans la voie du progrès agricole, n'est pas très bien réglementée dans la pratique, car les Comices qui sont les cellules de cette organisation, n'ont aucun représentant parmi les membres permanents de la Société Nationale d'agriculture.

Au point de vue de leurs ressources, l'Etat, en accordant une subvention annuelle de 100.000-lei, a imposé trop de restrictions aussi bien à la Société qu'aux Comices : les

Comices n'étaient plus des associations libres et la Société Nationale d'Agriculture avait plutôt l'air d'une section du Ministère de l'Agriculture. Une représentation de l'agriculture a besoin d'une certaine liberté pour pouvoir collaborer efficacement avec toutes les forces créatrices de la profession.

Enfin, telle qu'était la loi, nous pensons qu'elle a été prématurée. Dans un pays où les associations agricoles ne sont qu'à leur naissance, l'éducation agricole n'est pas parfaite et une représentation professionnelle a trop à faire pour arriver à accomplir sa mission.

SECTION II

LE MOUVEMENT AGRICOLE COOPERATISTE

EN ROUMANIE

La coopération a pris naissance en Roumanie vers 1870, sous la forme d'une société de crédit et d'épargne et d'une société de consommation. Cependant la coopération n'eut son régime légal qu'après l'application du Code de Commerce en 1887. L'esprit qui inspira cette coopération fut la tutelle de l'Etat (1) par une surveillance législative, ce qui est entièrement contraire au système libéral de

(1) Voir Ch. Gide : *La coopération dans les pays latins*. Paris 1927.

l'autonomie parfaite. Il s'explique en Roumanie, pays de civilisation récente, dont la population ne trouvait pas en elle-même les forces nécessaires pour pratiquer la solidarité qui est la vertu des forts et non des faibles, d'où la nécessité d'une intervention de l'Etat (1).

L'évolution et le développement des formes coopératives à la campagne présente une importance beaucoup plus grande que la coopération urbaine. A côté des coopératives de consommation et de production urbaines, on a, en Roumanie, les catégories de coopératives rurales suivantes :

- a) Les banques populaires, (coopératives de crédit).
- b) Les coopératives de production qui se rattachent à celles de consommation.
- c) Les coopératives agricoles sous les quatre formes suivantes : associations, d'un caractère spécial, dénommées « obsti » pour l'achat des terres ; associations pour l'affermage ; coopératives d'affermages imposées par la réforme agraire et coopératives agricoles de production et d'industrie agricole.

Le régime légal de toutes ces formes de coopération, a stimulé beaucoup leur développement, mais le mouvement n'a trouvé son plein essor qu'après la loi des banques populaires de 1903, qui a été modifié plusieurs fois pour arriver en 1916 à l'organisation de la « Caisse Centrale des banques populaires et des obsti paysannes »,

(1 E. Grintzescu : Le problème du redressement agricole en Roumanie. 1931. p. 64.

organe suprême qui s'occupait de la coopération urbaine et rurale dans son intégralité. Cet organe eût d'abord un rôle tutélaire et d'assistance financière pour devenir ensuite une véritable entreprise commerciale. En 1918, elle se transforma en institution financière mixte (capital d'Etat et capital privé) pour prendre le nom de « **Caisse Centrale de la Coopération et de l'Impropriation** » (1), car elle fut étroitement liée aux questions agraires.

Cette Caisse centrale comprenait cinq sections bien distinctes : 1) La Centrale des banques populaires ; 2) La Centrale des coopératives villageoises de production et de consommation ; 3) La Centrale des associations rurales (obsti) et des exploitations agricoles ; 4) La Direction foncière et du Crédit hypothécaire ; 5) La Direction du cadastre.

Les trois premières sections avaient la mission de guider, financer et contrôler les sociétés coopératives de toutes sortes, car chacune d'elles possédait la personnalité morale, son propre capital et son conseil d'administration d'une composition mixte (représentants de l'Etat et représentants des associations coopératives). Les deux dernières sections constituaient les organes chargés de veiller à la mise en application de la réforme agraire. Un conseil général coordonnait l'action de toutes les sections et constituait en même temps le conseil d'administration des deux dernières sections. Une loi du 20 septembre 1920 étendit le cercle d'action de la Caisse Centrale à toutes les provinces réincorporées à la Roumanie.

(1) Impropriation : Mise en possession des terres expropriées.

La réforme agraire a eu une influence heureuse sur le développement des coopératives agricoles en Roumanie. « Par la création d'un grand nombre d'exploitations paysannes, en vertu de la réforme agraire, la coopérative de crédit reçoit une nouvelle impulsion à la campagne. Maintenant seulement, ces institutions de secours acquièrent le caractère d'une institution de crédit agricole, qui a pour but de satisfaire aux besoins des petites entreprises paysannes (1). »

En 1924, la coopération fut séparée de la réforme agraire et, en 1928 elle eut son code qui a été remplacé ultérieurement par la loi sur la coopération du 20 mars 1929, aujourd'hui en vigueur. Le but envisagé par cette loi est d'accorder l'autonomie nécessaire aux institutions coopératives et de rationaliser leur mouvement.

La loi du 20 mars 1929 prévoit l'organisation suivante :

1) Une Centrale coopérative d'importation et d'exportation, qui est l'institut central commercial de la coopération roumaine ; cette Centrale a la forme d'une société coopérative par actions, à laquelle l'Etat ne participe sous aucune forme. Elle s'occupe de l'achat des machines et des matières premières nécessaires aux coopératives agricoles, ainsi que de la vente en commun de leurs produits.

2) Des Unions coopératives (8 pour tout le pays), char-

(1) Exposé des motifs de la loi de 1929 pour l'organisation de la coopération. I. Raducanu. — 18 mars 1929.

gées de contrôler les coopératives affiliées et de leur inculquer les principes coopératifs. Ces Unions sont surveillées à leur tour, par l'Office national de la coopération dirigé par un conseil général, composé de 18 membres, dont 5 seulement sont nommés par le gouvernement. L'Office central de la coopération a un caractère provisoire ; car lorsqu'il aura atteint son but, qui est d'organiser la coopération d'après les principes de la loi de 1929, il sera remplacé par une autre institution, tout à fait indépendante, dite « Centrale des Unions coopératives. »

3) La troisième institution principale créée par la loi de 1929 est la Banque Centrale Coopérative ; elle est l'institut central qui fournira les capitaux nécessaires aux entreprises. L'Etat participe à son capital pour une somme de 500 millions de lei, à laquelle s'ajoute une contribution égale des coopératives associées, non encore entièrement versée (97 millions seulement).

La rationalisation réalisée par ce nouveau régime de la coopération consiste à séparer les attributions d'ordre légal et moral (contrôle, orientation, assistance technique, propagande) des institutions fédérales centrales, qui sont maintenant des entreprises économique-bancaires, ayant la liberté d'action nécessaire à n'importe quelle entreprise privée. »

L'exposé des motifs de la loi de modification de 1930 développe de nouveau les principes de la rationalisation

et de l'autonomie : « Le nouveau régime légal poursuit d'abord l'autonomie parfaite du mouvement coopératiste et ensuite la rationalisation de l'organisme coopératif, aussi bien par la séparation des fonctions d'ordre moral et économique, que par la simplification du bureaucratisme des institutions de caractère commercial.

*

* *

La répartition inégale des terre (1) a provoqué la réaction d'associations coopératives dénommées « obsti » destinées à l'achat et à l'affermage des terres agricoles. Jusqu'à la guerre mondiale, cette forme de coopération, intimement liée à l'agriculture, était la plus caractéristique.

LES OBSTI (COOPERATIVES) POUR L'ACHAT DE TERRES groupant les paysans dans le but d'acheter des domaines et de les répartir entre les sociétaires, selon leurs possibilités de travail et de paiement, présentent les grands avantages de la solidarité. Cette forme de coopération prit naissance vers 1905 et constitua surtout l'œuvre de la Caisse Rurale, institution créée en 1908 pour l'achat de domaines ruraux disponibles et leur distribution aux paysans. Les opérations de cette Caisse Rurale, ont été très limitées ; en dix années 100.000 Ha. seulement ont passé entre les mains des paysans ; mais par contre, sur cette étendue relativement faible, les agrono-

(1) Voir Statistique. p. 10.

mes de la Caisse Rurale ont réalisé une très importante amélioration de la culture. La réforme agraire a substitué à la Caisse Rurale, des obști de paysans, qui achetèrent dorénavant par l'intermédiaire de l'Etat les domaines exemptés d'expropriation, l'Etat exerçant le droit de préemption prévu par les lois agraires en sa faveur.

LES « OBȘTI » D'AFFERMAGE, sont la plus parfaite manifestation coopérative en Roumanie. Nées en même temps que les obști pour l'achat des terres, leur création est due à la nécessité où se trouvaient les paysans d'obtenir des terrains de culture. La responsabilité en commun des associations d'affermage, devait corriger l'inéquitable répartition des terres. La loi du 19 avril 1909 pour l'affermage obligatoire des domaines de l'Etat et des personnes morales aux « obști » paysannes, a eu précisément ce but en vue et, selon quelques opinions, elle permettait de prévenir ainsi l'expropriation. La réforme agraire stipule aussi des dispositions précisant que les terres particulières inexpropriables doivent être affermées à prix égal, aux obști ou aux agronomes.

Quoique dans les obști d'affermage, les paysans exploitent individuellement leur parcelle, le caractère coopératif subsiste, attendu que les sociétaires sont responsables solidairement du paiement du bail ; les cultures doivent être effectuées d'après les règlements collectifs ; les bénéfices sont répartis proportionnellement à l'activité propre de chacun et les associations font naître d'autres formes de coopératives pour l'achat en commun des semences, des machines agricoles, etc.

LES COOPERATIVES AGRICOLES sont des associations de production agricole, issues de la nécessité où se trouvaient les paysans mis en possession des terres, de soutenir leurs intérêts communs. Après la réforme agraire, un grand nombre d'« Obsti » se sont transformées en coopératives agricoles. Grâce à elles, il est plus aisé de diffuser la science agricole, de faire du progrès dans la voie de l'acquisition des moyens de culture et de la mise en valeur des produits agricoles.

Leur nombre toujours croissant (1), (2573, dont 1760 affiliées aux unions instituées par la loi de 1929) indiquent bien la possibilité qu'il y a de transformer dans une certaine mesure, l'agriculture roumaine.

Malgré les efforts faits pour le développement des « Obsti », leur nombre est en diminution ; au 1^{er} janvier 1932, on en comptait 511, dont 282 affiliées aux Unions coopératives.

La disparition de ces associations a été très critiquée en Roumanie, car elles pouvaient servir de trait d'union entre le régime de la grande propriété et celui de la propriété parcellaire. De belles espérances ont été ainsi détruites, car les « Obsti » auraient permis de continuer la culture en commun, même après la répartition des terres aux paysans, en vertu de l'habitude acquise

(1) Courrier de la coopération roumaine, organe de l'Office National de la coopération, juin 1932, p. 205.

SECTION III

LA NECCESSITÉ ET L'UTILITÉ

DES CHAMBRES D'AGRICULTURE EN ROUMANIE

Le fait que près de la moitié de son territoire soit composé de terrains propres à l'agriculture, justifie l'affirmation bien connue, que la Roumanie est un pays agricole. C'est ce qui explique que l'exportation, dès longtemps avant la guerre, était alimentée exclusivement par des produits agricoles, comme elle l'est encore à peu près aujourd'hui, car la situation n'a pas beaucoup changé.

Dans un pays dont la population vit principalement de l'agriculture, c'est un devoir pour le gouvernement de soutenir énergiquement cette branche d'activité, qui travaille pour la richesse et la prospérité générales. Nous avons exposé dans les sections précédentes de ce chapitre, l'empressement montré par les différentes législations, pour la protection de l'agriculture, sans parler de la réforme agraire qui, par le partage des terres, a récompensé les paysans roumains de leur travail consciencieux et de l'amour qu'ils portent à la terre.

La coopération agricole a fait l'objet de plusieurs interventions du Ministère de l'Agriculture, qui est arrivé, par la loi de 1929 sur la coopération, à donner aux paysans petits propriétaires une arme très utile, indispensable même à leur profession. Mais si la coopération n'est pas

encore parfaite en Roumanie, l'esprit et l'éducation coopératistes ont fait beaucoup de progrès à la campagne et les améliorations sur ce terrain peuvent être constatées chaque jour.

Pourtant l'esprit d'association des agriculteurs roumains pour la défense de leurs intérêts professionnels, n'est pas arrivé encore au point qu'il leur soit possible de trouver entre eux, l'aide indispensable à leurs entreprises. Il n'y a aucune comparaison possible avec la France et l'Allemagne par exemple où l'on trouve, dans chaque branche de l'agriculture, des associations variées, répondant aux besoins les plus divers. Le développement de ces associations en Occident a eu pour résultat d'accroître le sentiment de la solidarité agricole, la confiance des agriculteurs dans leurs propres forces et la conviction qu'ils représentent un facteur de premier ordre dans l'ensemble de la production nationale.

En France, les travailleurs de la terre ont lutté pendant près de vingt-quatre heures avant de réussir à avoir une représentation officielle de leur profession. Pourquoi les choses ne se sont-elles passées de même en Roumanie ? La réponse est facile, si l'on considère que ce pays n'a accédé que depuis un temps relativement court à la civilisation moderne.

Si la Roumanie possède aujourd'hui des Chambres d'agriculture, ce progrès est dû plutôt à l'initiative des pouvoirs publics, qu'à la demande des agriculteurs. Quelle nécessité a donc poussé les pouvoirs publics à instituer des Chambres d'agriculture en Roumanie ?

Une des causes principales de cette intervention de l'Etat est la situation spéciale créée à l'agriculture par la réforme agraire. Avant la guerre, les grands propriétaires avaient les moyens de pratiquer une culture rationnelle de la terre ; ce sont eux qui ont introduit les premières machines agricoles et qui par leur amour de la terre, ont fait la renommée du blé roumain sur les marchés européens. Malheureusement ces progrès n'ont pas continué après la guerre et surtout après la réforme agraire. Par le morcellement de la grande propriété et par la création d'un grand nombre de petits propriétaires, ces derniers ont hérité avec la terre elle-même, la responsabilité de la production agricole du pays. Ce n'est pas là une accusation à leur adresse, car la crise agricole générale eût sa part dans ce drame de l'agriculture. Mais lorsque la réforme agraire a été effectuée, le paysan roumain n'avait pas encore la préparation suffisante pour assumer un rôle si important dans la branche la plus importante de la production.

Enfin, par suite du transfert de près de 5 millions d'hectares entre les mains des paysans, la production agricole a subi au point de vue économique et technique, une diminution appréciable. Pourtant, l'opinion générale est d'accord pour considérer que la réforme agraire a répondu à une profonde nécessité politique et sociale (1).

Mais la réforme agraire, en Roumanie et dans d'autres pays d'Europe n'a été qu'un élément de la crise agricole

(1) C. Garoflid : Opinions économiques et financières. Bucarest 1926 p. 53.

mondiale, qui a commencé après la guerre et dont les conséquences ont été désastreuses pour les petits pays de l'Europe centrale et orientale. Partout on a cherché à remédier à cette crise par l'intervention de l'Etat en vue d'une nouvelle organisation et d'une meilleure orientation de l'agriculture.

En Roumanie, cette intervention ne s'est pas produite dès le commencement, parce que la préoccupation des gouvernements après la rentrée à Bucarest, s'est trouvée portée plutôt vers le développement de l'industrie nationale. Les sacrifices faits pour l'industrie, n'aboutirent pas à des résultats concluants pour l'économie du pays, mais ils firent ressortir d'avantage l'importance de l'agriculture, qui, seule, peut engendrer le relèvement économique de la Roumanie. Une loi pour l'institution des Chambres d'agriculture est intervenue en 1925 ; mais, trop vite élaborée, elle n'a pas donné les résultats attendus. Peut-être une partie de l'échec est-elle due au fait que les agriculteurs étaient insuffisamment préparés à une telle innovation. La loi fut donc complètement refaite en 1930 et, en 1931, elle reçut encore quelques modifications.

Dans un pays agricole comme la Roumanie, la nécessité de Chambres d'agriculture est indiscutable, et, si la loi de 1925 ne leur avait pas donné une forme parfaite, le législateur de 1930 a remédié aux défauts primitifs et leur a donné une forme plus adéquate. Les modifications de 1931 et celles qui surviendront encore jusqu'à ce que la perfection de leur fonctionnement soit assurée nous portent à croire que bientôt les Chambres d'agriculture

seront pour les agriculteurs roumains, un vrai corps représentatif de leur profession.

L'utilité d'une Chambre est d'autant plus grande, que son organisation est plus parfaite. Par l'existence d'une pareille institution protectrice d'une branche d'activité, l'agriculteur le plus modeste et le plus inexpérimenté, trouve des informations sur son métier, des orientations et même des récompenses pour ses travaux. Dans chaque département, une Chambre comprenant sa mission exerce sur les travaux des agriculteurs et sur leur éducation, une influence dont l'action bienfaisante se fait sentir non seulement sur la masse des agriculteurs, mais indirectement sur toute la population du département.

Nous reviendrons dans les chapitres suivants, sur l'organisation des Chambres d'agriculture en Roumanie et sur les modifications qui y ont été apportées par les lois de 1930 et 1931.

CHAPITRE II

L'INSTITUTION DES CHAMBRES D'AGRICULTURE EN ROUMANIE

SECTION I

LA LOI DU 17 AVRIL 1925

La loi du 17 avril 1925 a institué dans chaque département des Chambres d'agriculture et a créé comme organe supérieur destiné à coordonner leur activité, l'Union des Chambres d'agriculture dont le siège est à Bucarest.

Les Chambres d'agriculture sont des institutions publiques créées dans le but de représenter et protéger les intérêts de l'agriculture, de la zootechnie et de la sylviculture, et de contribuer par tous les moyens à l'augmentation de la production en général. Elles sont aussi des organes consultatifs et administratifs qui aident le Ministère de l'Agriculture dans le relèvement du progrès économique, en harmonie avec les intérêts généraux du pays. Elles possèdent la personnalité juridique et peuvent être représentées en justice par leur président ou par son

mandataire. Dans l'accomplissement de leurs attributions, telles qu'elles sont énumérées par la loi, les autorités publiques doivent donner leur concours aussi bien aux Chambres d'agriculture qu'à leur Union.

Les Chambres d'agriculture sont instituées par décret royal, sur la base d'une décision du Conseil des Ministres, rendue sur la proposition du ministre de l'Agriculture ; elles fonctionnent en vertu d'un règlement établi pour développer et compléter les dispositions de la loi.

§ I. — Attributions

1. — La loi fait une énumération des attributions des nouvelles Chambres d'agriculture. Dans leur circonscription, ces Chambres représentent les intérêts de toutes les branches de l'agriculture et contribuent directement à leur progrès. Dans ce but, elles peuvent correspondre directement avec les autorités publiques.

De leur propre initiative ou sur la demande du gouvernement, formulée par l'Union des Chambres d'agriculture, elles donnent des avis motivés quant aux projets de lois et de règlements relatifs à l'agriculture, à la politique douanière et à la politique des transports, sur les projets techniques en liaison avec l'agriculture, la zootechnie, la sylviculture, les irrigations, les drainages, les canalisations, les endiguements, les docks, les silos, le reboisement, la correction des torrents, etc., sur l'opportunité qu'il y a

à instituer des écoles d'agriculture et de sylviculture, des fermes, pépinières, abattoirs et autres institutions de progrès agricole, zootechnique et sylvicole.

Les Chambres exercent leur patronage sur toutes les écoles d'agriculture et en collaboration avec l'Etat, le département ou les communes, elles peuvent former toutes sortes d'écoles qui ont rapport à l'agriculture, des fermes, des pépinières, des stations agronomiques, des centres pour la sélection des semences et leur traitement contre les maladies cryptogamiques, des stations de monte, etc.

Elles collaborent avec les organes de l'Etat, à l'application des lois qui intéressent l'agriculture, la zootechnie et la sylviculture.

D'après les directives du Conseil Supérieur du Ministère de l'Agriculture, les Chambres peuvent organiser des expositions, concours, voyages d'études, cours de vulgarisation, champs d'expériences, etc. sur leurs propres terres ou sur celles concédées par l'Etat.

Elles ont aussi pour mission de faire des projets de travaux techniques, agricoles et sylvicoles et d'organisation d'entreprises agricoles zootechniques et sylvicoles ; de diriger, à la demande des agriculteurs, leur comptabilité ; d'organiser sur ces données, des études comparatives pour les différentes branches de la production, d'assurer l'exécution des expertises agricoles par des personnes compétentes ; de collaborer avec les Chambres de commerce, d'industrie et de travail, en vue de l'organisation du travail agricole, l'assistance et l'assurance des travailleurs agricoles ; de faciliter aux agriculteurs, l'ap-

provisionnement en semences sélectionnées, en machines, en ustensiles, en animaux reproducteurs ; de contribuer aux dépenses d'utilité publique, dans l'ordre agricole, zootechnique et sylvicole ; d'acheter, de vendre, d'hypothéquer, d'échanger ou de bâtir des immeubles et de faire toutes transactions en liaison seulement avec leurs attributions ; de rassembler les données statistiques qui se réfèrent à l'agriculture du département, en conformité de la loi générale sur la statistique.

Dans aucun cas, les Chambres ne pourront faire des opérations commerciales, pour leur propre compte, participer aux opérations commerciales, ni même instituer des entreprises avec caractère commercial.

Les Chambres d'agriculture avec leur Union sont partagées en circonscriptions électorales spéciales, conformément à la loi électorale, et, élisent dans leur sein les sénateurs prévus par l'art. 70 de la Constitution.

L'UNION DES CHAMBRES D'AGRICULTURE a pour attributions de représenter les intérêts généraux agricoles, zootechnique et sylvicoles. Elle peut correspondre directement avec les autorités publiques et, a des délégués au Conseil Supérieur du Ministère de l'Agriculture.

Elle doit prendre les mesures nécessaires quand l'initiative d'une Chambre dépasse le caractère local ; coordonner, guider et contrôler l'activité professionnelle, la gestion et l'administration des Chambres départementales, au moyen de délégués spéciaux. Elle peut acheter, vendre, hypothéquer et faire toutes transactions, mais uniquement en liaison avec ses attributions.

Le Ministère de l'Agriculture doit demander à l'Union, son avis sur tous les projets de loi, règlements et mesures d'ordre général concernant l'agriculture. Ces avis relatifs aux projets de lois agricoles, doivent être annexés à la note qui accompagne le projet au Conseil Législatif et à l'exposé des motifs qui accompagne le projet au Parlement.

§ II. — Composition des Chambres

A. — COMPOSITION DES CHAMBRES DÉPARTEMENTALES

Les Chambres d'agriculture départementales se composent de 17 membres élus et 11 membres de droit. Jusqu'à la constitution de toutes les Chambres, une Chambre peut desservir plusieurs départements qui élisent, dans ce cas, chacun 10 membres.

Dès la constitution de la Chambre, convoquée par le Président du Tribunal de la localité de résidence, tous les membres (élus de droit) procèdent à la validation des membres élus. Quel que soit le nombre des membres invalidés, la Chambre est constituée légalement, lorsque le nombre des membres validés et nommés représente la majorité absolue. L'invalidation est communiquée au Ministère de l'Agriculture, qui convoque le corps électoral du département respectif pour compléter les places vacantes; la même procédure est suivie, quand, par démission ou

décès, le nombre des membres de la Chambre est réduit à un tiers.

Les membres de droit sont :

- 1) Le président ou le délégué du Conseil départemental.
- 2) Le préfet du département.
- 3) Le conseiller agricole du département.
- 4) Le représentant de la Direction zootechnique et sanitaire vétérinaire.
- 5) Le représentant sylvicole.
- 6) Un représentant de la coopération agricole du département, désigné par l'Union des « Obsti » ou coopératives agricoles, ou, si elles n'existent pas, par la Fédération des banques populaires.
- 7) Un représentant (agriculteur) de la Caisse de crédit des agriculteurs du département.
- 8) Un délégué de la Chambre de commerce et industrie.
- 9) Un délégué de la Chambre de travail locale.
- 10) L'administrateur financier.
- 11) Le maire de la ville de résidence de la Chambre.

Tous ces membres sont titulaires avec voix délibérative.

Le Ministère de l'Agriculture a le droit de nommer un commissaire du gouvernement. S'il n'y a pas de nomination spéciale, le conseiller agricole du département est chargé provisoirement de cette mission, qui consiste à surveiller l'activité de la Chambre dans le cadre de la loi. Il peut suspendre (ajourner) les décisions qui lui semblent illégales, en en référant au Ministère de l'Agriculture qui peut les réformer dans le délai de 10 jours ; ce terme passé, la décision de la Chambre reste exécutoire.

En dehors des membres élus et des membres de droit, la Chambre a le droit de coopter un nombre maximum de 5 membres collaborateurs avec voix consultative, choisis parmi les spécialistes de chaque branche agricole.

B. — COMPOSITION DE L'UNION

L'Union des Chambres d'agriculture est composée d'un délégué de chaque chambre départementale, choisi parmi les membres élus, et les membres de droit qui sont :

- 1) Le président du Conseil Supérieur du Ministère de l'Agriculture.
- 2) Le directeur général des orientations agricoles au Ministère de l'Agriculture.
- 3) Le directeur général du service des impropriations.
- 4) L'administrateur de la « Casa Padurilor ».
- 5) Le directeur général des Fermes.
- 6) Le directeur général du Service zootechnique et sanitaire vétérinaire.
- 7) Le directeur général des pêcheries (Pescarillor).
- 8) Les directeurs de chaque centrale des « Obști paysannes », des banques populaires et des coopératives de production et de consommation.
- 9) Le président de l'Union des Syndicats agricoles.
- 10) Un délégué du Ministère des Finances.
- 11) Un délégué du Conseil Supérieur des communications.

- 12) Un délégué du Conseil Supérieur économique.
- 13) Un délégué du Conseil d'administration de la « Première Société de crédit foncier rural ».
- 14) Un délégué de la Société des agronomes.
- 15) Un délégué de la Société des ingénieurs sylvicoles « Le Progrès sylvicole ».
- 16) Un délégué de l'Association des médecins vétérinaires.
- 17) Un délégué de la Chambre centrale de commerce et d'industrie et un délégué de la Chambre de travail.

L'Union est constituée et fonctionne valablement, même lorsqu'une ou plusieurs places destinées aux membres de droit, restent inoccupées. Elle peut aussi coopter des membres collaborateurs (12 au maximum) avec voix consultative, parmi les personnes qui, par leurs capacités et leur expérience, peuvent collaborer avec succès à la réalisation du programme des Chambres d'Agriculture ; le Ministère de l'Agriculture a le droit de nommer auprès de l'Union un commissaire de gouvernement dont la fonction est identique à celle du commissaire nommé auprès de chaque Chambre départementale. A défaut de nomination spéciale, cette fonction est remplie par le directeur général des entreprises agricoles du Ministère de l'Agriculture.

§ III. — Organes des Chambres d'agriculture

A. — *ORGANES DE LA CHAMBRE DEPARTEMENTALE*

Parmi ses membres élus et ses membres de droit, la Chambre forme son bureau qui est composé d'un prési-

dent, de deux vice-présidents, et d'un secrétaire. La Chambre est convoquée par son président ou son vice-président, quand le besoin s'en fait sentir et au moins une fois par mois. Elle comporte les organes suivants :

1. Comité de direction.
2. Sections.
3. Commission de contrôle.

Le comité de direction se compose de 7 membres désignés par la Chambre : 4 parmi les élus et 3 parmi les membres de droit. Le président de la Chambre est de droit le président du Comité de direction, qui travaille au nom de la Chambre, dans les limites de la délégation qui lui est donnée. Lorsqu'il délibère sur une question de spécialité, il est tenu de convoquer un ou plusieurs membres de la spécialité respective, même s'ils ne font pas partie du Comité de direction ; ceux-ci auront voix délibératives dans les discussions. Le Comité peut travailler et prendre valablement des décisions, la majorité des membres étant présents.

La Chambre doit se constituer en sections, d'après la nature des spécialités les plus importantes : agriculture, sylviculture, zootechnie ; et chaque section est dirigée par le spécialiste membre de droit de la Chambre. Les sections préparent les travaux qui sont soumis ensuite au Comité de direction.

Les membres élus qui seront absents de la Chambre

trois fois consécutives, et des séances du Comité de direction cinq fois consécutives sans justification, seront considérés comme démissionnés. Pour les membres de droit se trouvant dans la même situation, le président de la Chambre avisera les autorités respectives, qui prendront des mesures disciplinaires.

La Commission de contrôle est composée de 3 membres désignés par la Chambre et dont l'administrateur financier fait partie obligatoirement. Cette commission a pour mission de vérifier la gestion et les registres, au moins une fois par trimestre et de rédiger, à la fin de l'année, un rapport sur la gestion de la Chambre.

La préparation et la direction des affaires de la Chambre sont confiées à un directeur nommé et payé par la Chambre et approuvé par l'Union ; il est choisi parmi les spécialistes possédant des titres académiques. La Chambre nomme également les autres fonctionnaires qui lui sont nécessaires.

B. — ORGANES DE L'UNION

Les organes de l'Union des Chambres d'agriculture sont les suivants :

1. L'Assemblée générale.
2. Le Conseil d'administration.

3. Le Comité de direction.
4. Les Sections.
5. La Commission de vérification.

L'Assemblée générale se compose de tous les membres titulaires avec voix délibérative et de tous les membres cooptés avec voix consultative. L'Assemblée générale ordinaire est convoquée une fois par an, entre les 20 et 30 janvier. Sur la demande de 20 membres, le Conseil d'administration ou le Ministère de l'Agriculture peuvent la convoquer aussi toutes les fois que le besoin s'en fait sentir. Elle a pour mission d'examiner le rapport du Conseil d'administration, et de lui donner décharge de sa gestion ; de fixer le budget et le programme pour l'année suivante ; d'élire le Conseil d'administration et la Commission de vérification et de s'occuper de questions de progrès agricole mises à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration se compose de 15 membres élus par l'Assemblée : 2/3 sont choisis parmi les membres élus et 1/3 parmi les membres de droit. Le président doit être celui de l'Assemblée. Le Conseil dirige toute l'activité de l'Union. Il la représente devant les autorités publiques et en justice, par son président ou son mandataire. Il nomme le personnel, applique le budget, élabore le programme d'activité, maintient le contact avec les Chambres départementales, s'occupe de l'administration des biens de l'Union, dirige les institutions créées par celles-ci et enfin exerce toutes attributions à lui confiées par

l'Assemblée générale. Il approuve aussi le budget des Chambres départementales, confirme la nomination du directeur des Chambres et approuve ou modifie le statut des fonctionnaires des Chambres.

Le Conseil d'administration délègue un Comité de direction qui travaille en son nom dans la limite des délégations qui lui sont données. Il se compose de sept membres (le président du Conseil, trois membres élus et trois membres de droit). Comme le Conseil d'administration il travaille valablement et prend des décisions, la majorité de ses membres étant présents. Pour les membres qui s'absentent sans justification, le règlement est le même que pour la Chambre.

Le Conseil d'administration de l'Union se constitue en sections qui préparent les travaux de spécialité avant de les soumettre au Comité de direction.

La Commission de vérification de la gestion se compose de trois membres titulaires et trois suppléants choisis parmi les membres titulaires de l'Assemblée générale (au nombre desquels doit figurer, le membre délégué du Ministère des Finances).

Elle vérifie une fois par trimestre la gestion de l'Union et fait un rapport annuel qui est soumis à l'Assemblée générale pour donner décharge au Conseil d'administration de sa gestion.

La préparation et la direction des travaux de l'Union

est confiée à un directeur général spécialisé, possédant un diplôme d'études académiques, nommé par le Conseil d'administration et confirmé par le Ministère de l'Agriculture.

*

* *

Les droits et les devoirs des fonctionnaires des Chambres et de l'Union, sont les mêmes que pour les fonctionnaires publics ; leur nomination et leur avancement sont réglés conformément aux dispositions du statut des fonctionnaires publics. La Commission qui propose les avancements est le Comité de direction, pour la Chambre et le Comité de direction complété par le directeur général de la comptabilité du Ministère des Finances, pour l'Union.

§ IV. — Le système électoral

Pour l'élection aux Chambres d'agriculture, ont droit de vote les citoyens roumains agriculteurs, **éleveurs de bétail** et propriétaires de forêts jouissant de leurs droits civils et politiques et remplissant une des conditions suivantes :

a) Etre agriculteur ou éleveur et avoir une propriété d'au moins 3 hectares.

b) Etre fermier pratiquant l'agriculture ou l'élevage sur un terrain d'au moins 10 hectares.

c) Etre pomiculteur, viticulteur, agriculteur, horticulteur, propriétaire ou fermier, sur une étendue d'au moins 1 hectare.

d) Etre propriétaire de forêt sur une superficie d'au moins 5 hectares, en propriété exclusive ou indivise.

e) Les diplômés des écoles d'agriculture, de sylviculture et de médecine vétérinaire, ont droit de vote sans remplir les conditions énumérées ci-dessus, s'ils exercent depuis un an leur profession dans le département. Les diplômés de toute école publique et ceux des écoles particulières reconnues par l'Etat, jouissent du même droit.

f) Les associations de caractère agricole, zootechnique ou sylvicole, qui ont la personnalité juridique et qui sont en fonctionnement ont droit à une voix par l'entremise d'un délégué. En outre, l'association peut recueillir les voix de ses membres qui ne peuvent participer personnellement aux élections.

Les listes électorales sont rédigées pour chaque circonscription, par le juge respectif sur la proposition des Conseils communaux et sous la surveillance des préfets. L'affichage de la liste électorale dans chaque circonscription sera à la charge du juge qui doit passer un procès-verbal de constatation. Dans les 15 jours à partir de l'affichage, les intéressés peuvent faire contestation, le juge de la circonscription devant la résoudre dans le délai maximum de 10 jours. La décision est définitive, sans droit

d'opposition ni d'appel mais avec droit de recours au tribunal départemental, lequel peut être introduit dans les 10 jours de la décision rendue par le juge de la circonscription et doit être jugé dans les 15 jours à compter de la date de l'introduction du recours.

La première élection a lieu dans les 6 mois de la promulgation du règlement de la loi. La date des élections est fixée par décret royal, sur la proposition du Ministère de l'Agriculture.

Le vote est obligatoire ; ceux qui s'en abstiennent sans justification sont frappés d'une amende de 100 — 500 lei, appliquée par le juge de la circonscription, au bénéfice de la Chambre d'agriculture et sur sa demande.

Sont éligibles les personnes qui remplissent les conditions exigées pour être électeur et qui ont 30 ans révolus.

L'élection a lieu au scrutin de liste pour tout les départements ; les candidats doivent déposer la liste accompagnée d'un signe distinctif devant le président du Tribunal, 8 jours libres avant l'élection. La liste doit comporter un candidat pour chaque spécialité agricole existant dans le département. En même temps que la liste, est exigé le dépôt du montant des frais d'impression des bulletins de vote et de la somme de 1.000 lei par candidat, au profit de la Chambre d'agriculture.

L'élection a lieu par circonscriptions sous la présidence d'un juge, assisté de son greffier. Le vote est secret et dans la salle de vote ne peuvent rester en permanence que deux délégués par liste de candidats. Le résultat est consigné dans un procès-verbal signé par le président, le gref-

fier et les candidats ou leurs délégués. Le lendemain, les résultats sont envoyés au président du Tribunal départemental qui totalise les voix des circonscriptions et proclame le résultat général. Si aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, la liste qui a obtenu la majorité relative est proclamée.

§ V. — Le Budget

Chaque année, les Chambres d'agriculture départementales et leur Union, constituent un budget de recettes et de dépenses par sections.

Le budget contient :

I. — RECETTES

A. — LES RECETTES RÉPARTIES PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :

1) L'impôt additionnel de 0,5 % sur les revenus des propriétés agricoles et forestières. Les sommes provenant de cet impôt dans le cours d'une année sont inscrites l'année suivante dans le budget du Ministère de l'Agriculture au profit des Chambres agricoles et de leur Union.

2) 2 % du revenu des forêts de l'Etat. Ce revenu est calculé sur les réalisations budgétaires de l'année expirée et inscrit dans le budget du Ministère de l'Agriculture.

Les sommes prévues sous les paragraphes 1 et 2 sont mises, par le Ministère des Finances à la disposition du Ministère de l'Agriculture.

3) Une cote de 25 % de l'excédent des « izlazuri » (1) communaux qui est versée au Ministère de l'Agriculture est répartie entre les Chambres et leur Union. Chaque année, au mois de septembre, les préfectures adresseront au Ministère de l'Agriculture, sur la demande des Chambres, un tableau des sommes provenant de ces excédents. Le Ministère fait la répartition qui est communiquée à la Chambre respective afin qu'elle puisse l'inscrire dans son budget.

4) Tous les revenus annuels des lots agricoles, zootechniques et apicoles appartenant au Ministère de l'Agriculture, sont inscrites dans son budget, avec la destination spéciale d'être distribuées au titre de subventions aux Chambres d'agriculture et à leur Union.

La répartition de ces quatre sources de revenus est faite par le Ministère de l'Agriculture, avant le 1^{er} avril de chaque année, au plus tard, en tenant compte de l'activité déployée par chaque Chambre et de son programme de travail.

B. — RECETTES REALISÉES DIRECTEMENT

PAR LES CHAMBRES ET PAR L'UNION

Les recettes réalisées directement par les Chambres et par l'Union sont les suivantes :

(1) Pâturages.

1) Les recettes provenant de la distribution des semences, des instruments de travail, etc., des opérations en commissions, faites directement ou en collaboration avec l'Etat.

2) Les recettes provenant des subventions des communes et des départements.

3) Les recettes provenant des différentes taxes perçues pour la délivrance des certificats ou pour autres services. Les taxes en faveur des commissions zootechniques incorporées par cette loi aux Chambres d'agriculture, restent en vigueur ; elles forment un chapitre spécial dans le budget de la Chambre.

4) Les recettes provenant des cotisations des électeurs de la Chambre, approuvées par l'Assemblée générale et confirmées par l'Union. L'encaissement de ces cotisations est poursuivi par l'Administration financière locale au compte des Chambres départementales, selon les termes de la loi des poursuites des recettes de l'Etat.

DÉPENSES

1) Allocation pour le personnel.

2) Dépenses pour le matériel.

3) Subventions.

4) Participations aux différentes entreprises et travaux d'ordre culturel et technique.

5) Allocations pour les immeubles nécessaires à l'institution et pour les entreprises ayant un but culturel et technique agricole.

6) Fonds pour les dépenses imprévues extraordinaires, ne pouvant dépasser 15 % du total des premières catégories de revenus mis à la disposition des Chambres et réparties par le Ministère de l'Agriculture.

7) Excédents.

*

* *

Les budgets des Chambres départementales, comme celui de l'Union, doivent être communiqués au Ministère de l'Agriculture qui peut faire les observations et les modifications.

Avec l'autorisation du Conseil des Ministres, accordée sur la proposition du Ministère de l'Agriculture, l'Union et les Chambres peuvent faire, individuellement ou groupées, les emprunts nécessaires pour des travaux importants.

Les Chambres d'agriculture et l'Union ne sont pas soumises aux exigences de la loi sur la comptabilité publique ; elles ont une comptabilité commerciale, mais, en tant qu'institutions publiques, elles ne sont pas obligées de communiquer leur bilan comme les sociétés commerciales.

Les Chambres et l'Union sont exemptées d'impôt et de la taxe pour les registres commerciaux.

La gestion des Chambres est contrôlée par l'Union qui est qualifiée pour en donner décharge. La gestion de l'Union est contrôlée sur la base du rapport de la Commission de vérification, par une commission composée d'un

conseiller à la Cour des Comptes, du directeur général de la Comptabilité de l'Etat et d'un délégué du Ministère de l'Agriculture ; l'Assemblée générale donne décharge de la gestion.

§ VI. — Dispositions générales

Les Chambres d'agriculture peuvent être dissoutes lorsque de graves désordres sont constatés dans l'administration ou si elles travaillent contre les intérêts généraux de l'Etat.

La dissolution a lieu par décret royal sur la base d'un rapport motivé du Ministère de l'Agriculture après enquête, et après avis du Comité de direction de l'Union. L'enquête est faite par une commission composée d'un inspecteur général du Ministère de l'Agriculture et d'un membre du Conseil d'administration de l'Union.

L'Union des Chambres d'agriculture peut être dissoute dans les mêmes cas. La dissolution est prononcée après une enquête préalable ordonnée par le Ministère de l'Agriculture ; elle doit être approuvée par le Conseil des Ministres et faire l'objet d'un décret royal accompagné du rapport motivé du Ministère de l'Agriculture. L'enquête est faite par une commission composée d'un membre du Conseil Supérieur du Ministère de l'Agriculture et d'un conseiller à la Cour d'Appel de Bucarest, délégué par le Ministère de Justice.

Le décret de dissolution doit mentionner la date des nouvelles élections, qui doivent avoir lieu dans un délai maximum de deux mois.

Un crédit de 20 millions est prévu pour l'article 35 de la loi à l'effet de couvrir les frais des premières élections et pour servir de subvention à l'Union et aux premières Chambres constituées au cours de l'année 1925.

SECTION II

CONSIDÉRATIONS SUR LA LOI DE 1925

En instituant les Chambres d'agriculture, la loi du 17 avril 1925 donne aux agriculteurs roumains une organisation pour la défense de leur profession. Par leur caractère officiel et par leur dispersion sur tout le territoire du pays, elles constituent un appui solide pour le progrès général de la branche d'activité la plus productrice de la Roumanie. Les Chambres d'agriculture sont aussi élues par le suffrage universel agricole, car la loi ouvre largement la porte aux agriculteurs qui sont appelés à former le corps électoral.

Mais ce corps représentatif est-il formé exclusivement d'agriculteurs et offre-t-il à ceux-ci la possibilité de travailler pour le relèvement de la profession, sans aucune restriction ?

Si l'on examine la loi de 1925, on voit qu'elle n'a pas

laissé aux agriculteurs la pleine liberté pour la constitution des Chambres d'agriculture. Parmi les 28 membres qui composent la Chambre départementale, 17 seulement sont élus, les autres étant membres de droit avec voix délibératives dans toutes les questions intéressant l'activité de la Chambre. La même chose se passe avec l'Union des Chambres d'agriculture où, à côté des 67 représentants des Chambres départementales, choisis parmi les membres élus, il existe 17 membres de droit. En outre l'article 17 qui parle de la constitution de la Chambre en sections de spécialités agricoles, stipule que chaque section doit être dirigée par le spécialiste membre de droit de la Chambre.

Par cette immixtion de l'Etat dans la constitution d'un corps qui doit représenter la profession agricole, le législateur de 1925, a voulu sans doute assurer aux Chambres le concours de certaines compétences en matières agricole et par l'introduction des représentants des pouvoirs publics, un certain contrôle.

Ce contrôle de l'Etat marque une diminution de pouvoir des Chambres d'agriculture qui perdent ainsi un peu de leur caractère de représentation de la profession agricole.

D'un autre côté pour la réalisation de leur programme, les Chambres d'agriculture doivent collaborer avec les associations agricoles du département. La loi roumaine néglige cette collaboration utile et n'offre aux associations privées qu'un rôle insignifiant dans la constitution de cette représentation officielle. Parmi les membres de droit qui font partie de la Chambre, l'article 11 cite aussi le

représentant de la coopération agricole du département. Or pourquoi un seul représentant, quand les associations privées, toutes proportions gardées, contribuent, elles aussi au progrès et au relèvement de la classe agricole ? Par cette omission le législateur roumain néglige un principe qui est reconnu théoriquement et même appliqué dans plusieurs états agricoles de l'Europe.

Les associations agricoles formées sur la propre initiative des agriculteurs, sont fatalement nées de leurs besoins et des avantages immenses de la solidarité. De même qu'elles représentent une grande partie de la masse agricole, elles représentent aussi une vaste expérience dans le domaine agricole et leur éloignement, ne répond pas à une politique recommandable.

Un autre article de la loi, qui attire l'attention est celui où le législateur énumère les attributions des Chambres d'agriculture : outre le rôle consultatif obligatoire pour beaucoup de questions concernant l'agriculture, elles ont aussi des fonctions actives qui leur ouvre les voies d'une œuvre féconde. Mais ces fonctions actives sont-elles assurées par un budget suffisant ?

Pour le développement d'une activité fructueuse, il est besoin d'un travail et d'un programme continu, alimentés par des revenus stables, chose que le législateur n'a pas assurés aux Chambres roumaines.

Parmi les recettes mises à leur disposition et distribuées par le Ministère de l'Agriculture, une seule présente un caractère permanent : c'est l'additionnel de 0,5 % de l'impôt sur les revenus des propriétés agricoles

et forestières ; il est trop faible pour présenter un intérêt suffisant dans la formation du budget de la Chambre. Il y a en outre la cote de 2 % du revenu des forêts de l'Etat ; 25 % de l'excédent des pâturages communaux et tous les revenus annuels des lotissements agricoles. Considérant la cote infime et trop variable du revenu des forêts de l'Etat, l'insignifiance des excédents des pâturages communaux et les lotissements agricoles qui poursuivent l'expérimentation plutôt que les profits matériels, on peut tirer facilement la conclusion que cette catégorie de revenus ne peut contribuer à la formation d'un budget solide des Chambres d'agriculture. Quant aux autres revenus réalisés directement par les Chambres et leur Union, ce sont les dernières ressources sur lesquelles on puisse compter.

Pourtant le manque de revenus stables et appréciables, est compensé en partie par les subventions spéciales accordées par l'Etat, par le département et par les communes, sans qu'elles puissent, par là, remédier au défaut que nous avons signalé.

Mais au sujet des recettes réalisées directement par les Chambres, l'article 18 proclame un principe particulièrement intéressant : « La Chambre d'Agriculture, avec la permission du Ministère de l'Agriculture, peut convoquer annuellement ses électeurs en assemblée générale pour leur exposer l'activité de la Chambre et pour que l'assemblée exprime ses desiderata. »

« Cette assemblée décide les cotisations qui peuvent

être imposées annuellement aux électeurs au profit des Chambres d'agriculture. »

En rendant possible le contrôle des électeurs, les agriculteurs ont l'occasion d'apprécier l'activité de leur représentation et de juger s'ils peuvent lui accorder la confiance indispensable au progrès et au relèvement de la profession ; ils peuvent aussi exprimer les desiderata de l'agriculture départementale, d'après leur expérience journalière.

Par ce contact avec les professionnels qu'elle représentent, la Chambre départementale est mieux préparée pour connaître et pour transmettre par des avis conformes, les desiderata de la masse agricole départementale.

Un principe intéressant réside dans l'entente de la Chambre et de ses électeurs pour la fixation d'une cotisation annuelle, en dehors de l'impôt agricole. Pour une institution publique, cette cotisation est l'équivalent d'une subvention de tous les agriculteurs du département, et, son caractère est d'autant plus intéressant qu'elle est perçue d'après la loi de poursuite des revenus de l'Etat par l'intermédiaire de l'administration financière.

Un inconvénient que présente cette assemblée générale des électeurs, est la difficulté de réunir au siège de la Chambre d'agriculture, tous les agriculteurs du département. Cette obligation de déplacement fait que les assemblées sont peu nombreuses, que leurs décisions manquent de poids et d'autorité, surtout que la loi stipule que l'assemblée a lieu au jour fixé, quel que soit le nombre des électeurs.

Lorsque, en 1923, la Constitution de la Roumanie a été révisée (1), on a introduit dans l'article 70 relatif à la composition du Sénat, le principe de la représentation des intérêts du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et du travail. Conformément à ce principe, la loi de 1925 sur les Chambres d'agriculture stipule dans son article 2, que les Chambres départementales partagées en circonscriptions électorales spéciales, doivent élire des sénateurs prévus par l'article 70 de la Constitution.

Il est nécessaire que, les conflits surgissant entre les différentes formes de la production, soient solutionnés en connaissance de cause, par des personnes compétentes, aussi bien dans les Chambres respectives que dans les assemblées législatives, dans l'intérêt supérieur de l'harmonie sociale.

C'est pourquoi, aux termes de la Constitution, chacune des six provinces de la Roumanie (Valachie, Moldavie, Bessarabie, Transylvanie, Banat et Bucovine), a, au Sénat un représentant compétent pour défendre les intérêts de l'agriculture. Les membres de toutes les Chambres d'agriculture de la région, forment le corps électoral chargé d'élire celui qui, d'accord avec les représentants des autres régions, défendent au Sénat, les intérêts de l'agriculture et de la profession agricole.

Il est vrai que dans la formation des corps législatifs, entrent beaucoup d'agriculteurs, mais ils ont à défendre les intérêts généraux des électeurs de leur département.

(1) A. Lascarov - Moldoveanu : La Constitution roumaine de 1923. Bucarest 1925.

Les intérêts de l'agriculture, ne peuvent être défendus, exclusivement et consciencieusement, que par un représentant de la profession, élu par les Chambres d'agriculture, organes représentatifs de la profession agricole.

Donc, par la transformation du Sénat en un « **corps de compétence** », l'agriculture roumaine a gagné un point capital pour le progrès et le relèvement de la profession agricole.

SECTION III

LE PROJET DE LOI DE 1927

A peine la loi de 1925 était-elle entrée en application et les Chambres départementales étaient-elles constituées, qu'un nouveau projet de loi était élaboré par le Ministre de l'Agriculture, en vue de l'abolition des Chambres départementales et de leur remplacement par des Chambres régionales. Ce projet est en liaison avec la loi portant la création du Conseil supérieur de l'agriculture, dont les organes d'action devaient être dispersés dans chaque département et remplacer les Chambres départementales actuelles .

Cette transformation, qui renverse complètement l'organisation de la représentation professionnelle agricole inaugurée par la loi de 1925 a produit une grande inquié-

tude parmi les agriculteurs qui, jaloux de leurs organisations départementales, ont fait connaître leur mécontentement dans les avis que les Chambres ont exprimés légalement sur ce sujet (1).

Nous nous proposons d'indiquer à grands traits les idées principales dont le législateur s'est inspiré pour la nouvelle organisation de la représentation agricole (2).

Le projet parle de l'abolition des Chambres départementales et de leur remplacement par des Chambres d'agriculture régionales. Ces chambres n'ont plus dans leurs attributions les questions d'ordre économique qu'avaient les anciennes Chambres départementales ; elles ont pour seule mission de représenter l'agriculture et de patroner les institutions agricoles de la région, sans pouvoir contribuer directement à l'augmentation de la production. Leurs attributions étant réduites, leurs ressources l'ont été aussi ; le seul revenu important qu'elles conservent est l'additionnel de 1 % sur les revenus de la propriété agricole et forestière.

Le projet prévoit 8 Chambres régionales ; chacune des Chambres actuelles doit envoyer 3 membres pour la constitution de la nouvelle Chambre régionale. Ce procédé de constitution qui ne prévoit pas de nouvelles élections ne saurait être légal, car les membres des Chambres départementales ne peuvent pas dépasser le

(1) Débats de l'assemblée générale de l'Union du 9 mars 1927. — Bulletin de l'Union des Ch. d'agric. Avril 1927, p. 27.

(2) Voir pour les détails le projet de la loi de 1927.

mandat limité qu'ils ont reçu du corps électoral à l'occasion des premières élections du 25 août 1925.

Chargée de veiller aux besoins d'une région entière qui diffère dans chaque département, la nouvelle Chambre régionale ne sera pas capable de diriger et de mener à bien une action utile, adaptée à l'aspect varié que présente l'agriculture des différentes parties de la région, but pour lequel elle a été créée.

D'autre part, outre ces Chambres régionales qui ont une action complètement insuffisante et des revenus très réduits, la loi sur le Conseil Supérieur de l'agriculture crée une nouvelle institution départementale : Les Comités agricoles départementaux.

Le Conseil Supérieur, constitué auprès du Ministère de l'Agriculture, est formé des anciens secrétaires et sous-secrétaires du département de l'agriculture, des grands propriétaires agricoles et des directeurs des plus importantes institutions d'Etat. Toutes les attributions économiques exercées par les anciennes Chambres départementales sont confiées à ce Conseil qui les exerce par l'intermédiaire des Comités agricoles départementaux.

Par conséquent les Comités agricoles héritent en fait du rôle et de toutes les prérogatives des Chambres départementales actuelles ; ils disposent de tous les revenus leur appartenant et reçoivent aussi d'importantes subventions du Conseil Supérieur de l'agriculture et des Chambres régionales.

Les Comités agricoles ont une composition tout à fait différente de celle des Chambres actuelles ; ils sont com-

posés de 11 membres de droit et seulement 3 membres élus par le collège électoral agricole. Par suite de cette innovation, ces Comités seront de véritables organes administratifs d'exécution ; ils cesseront d'être des organes d'initiative privée et de garder leur caractère professionnel. Les Chambres actuelles, — quoique comprenant aussi membres de droit — étaient des organes autonomes où les membres élus, ayant la majorité, pouvaient, grâce aux conseils des membres de droit spécialistes, exprimer librement leur opinion sur toutes les questions d'intérêt général agricole. Si les Chambres doivent exercer leur action sous le contrôle du Ministère de l'agriculture, les Comités agricoles sont les organes mêmes du Ministère et ce caractère ne peut plus se concilier avec celui d'une représentation professionnelle.

Ce projet de loi est d'ailleurs venu trop vite après la loi de 1925, qui a eu à peine le temps d'instituer les premières Chambres d'agriculture en Roumanie ; il n'a pas laissé à celles-ci le loisir de développer une activité quelconque ni même de montrer les lacunes qui peuvent exister dans une organisation si complexe. La raison d'économie, qui a été le prétendu motif de ce changement, ne peut non plus justifier le remplacement d'un corps élu par le suffrage agricole, par un autre dont les membres sont nommés par les pouvoirs publics. A la place des Chambres départementales, le projet prévoit deux organismes : les Chambres régionales et les Comités départementaux qui, ensemble, ont des revenus plus considéra-

bles sans avoir, au moins, des attributions égales à celles des Chambres actuelles.

En ce qui concerne le Conseil Supérieur de l'agriculture, il aurait pu appliquer les mesures de redressement agricole nécessaires, par l'intermédiaire des organes déjà existantes ; l'Union des Chambres d'agriculture aurait pu faire, à tout moment la liaison entre les Chambres et les organes centraux ou entre les Chambres elles-mêmes.

Les Chambres d'agriculture régionales ont enfin le défaut de ne pas être en contact avec la population rurale, avec la grande masse d'agriculteurs qu'elles représentent. Peut-être pourraient-elles donner de bons résultats dans les pays ayant une civilisation plus ancienne, où elles sont de vrais laboratoires de science pour les nombreuses associations nées de l'initiative particulière. En Roumanie, nation latine individualiste où l'esprit d'association est peu développé, ces Chambres sont difficilement adaptables ; ici les organisations départementales sont les plus indiquées pour former l'éducation et l'esprit d'initiative des agriculteurs.

D'ailleurs le projet des Chambres régionales en Roumanie a été abandonné. Parmi les 53 Chambres départementales qui ont donné leur avis sur le projet de 1927, 41 se sont prononcées contre la modification, et l'avis de l'Union a été catégoriquement pour le maintien des Chambres départementales.

CHAPITRE III

NOUVELLE LEGISLATION SUR LES CHAMBRES D'AGRICULTURE

Après cinq ans de fonctionnement, les Chambres d'agriculture ont prouvé leur utilité pour le progrès de l'agriculture ; mais le temps a mis en évidence certaines lacunes dans leur organisation et la nécessité de quelques adaptations qui s'imposaient pour leur bon fonctionnement.

Par la loi du 28 juin 1930, le législateur a modifié sensiblement la physionomie des Chambres d'agriculture : il leur a donné une autre organisation plus voisine de la masse des agriculteurs et une mission d'éducation agricole des paysans petits propriétaires, d'une manière analogue aux « *Cattedra ambulanti* » d'Italie, dont les résultats pratiques sont bien connus. Par un nouveau système électoral, le législateur a cherché à éloigner des Chambres, les luttes politiques qui, par le scrutin de liste, nuisaient à la formation d'un corps purement professionnel. On leur donna aussi, à côté d'une augmentation des revenus, une

autonomie financière plus large, qui fut reçue avec beaucoup d'enthousiasme, mais qui donna lieu dans la pratique à des critiques assez justifiées.

Après avoir examiné les modifications apportées aux Chambres d'agriculture par la législation de 1930, nous allons dans ce chapitre donner un court aperçu sur les nouvelles modifications apportées en 1931 relativement à leur autonomie, dans le sens d'un contrôle de plus en plus étroit de l'Etat.

SECTION I

ORGANISATION DES CHAMBRES D'AGRICULTURE

D'APRÈS LA LOI DU 28 JUIN 1930

§ I. — Le Comité agricole local

Une des principales innovations de la loi de 1930, a été la création, dans chaque localité du département, d'un Comité agricole chargé de la représentation des intérêts agricoles de la localité.

Les Chambres départementales qui n'avaient aucun organe d'action dans la circonscription qu'elles représentaient, ont reçu par l'institution des Comités agricoles locaux, le moyen d'exercer leur activité jusque dans les coins les plus reculés du département. L'absence d'une

initiative privée bien organisée laisse aux Chambres seules tout le travail qu'elles devraient effectuer en collaboration avec les associations privées. Or le progrès ne pourra jamais avancer nulle part sans la collaboration de la masse paysanne qui, en Roumanie, a encore besoin d'une éducation agricole, pour pouvoir seconder les Chambres d'agriculture dans leur mission d'amélioration et de relèvement agricole. Ces conclusions résultent clairement de l'expérience faite par les Chambres durant les cinq années écoulées depuis leur institution par la loi du 17 avril 1925. Le remède à cette situation a été la création des organisations locales en contact permanent avec la population agricole. Ce sont les Comités agricoles locaux qui, par leur dispersion, pourront approfondir cette école de culture et de développement agricole dans tous les villages du département.

Les Comités locaux sont les organes d'exécution des Chambres départementales, comme celles-ci sont les organes auxiliaires des conseils administratifs locaux, pour la représentation des intérêts agricoles et pour l'application des lois pour l'encouragement à l'agriculture. Avec un rayon d'activité beaucoup plus limité, ils sont ce que les anciennes Chambres d'agriculture étaient pour le département.

Le maire de la localité est président de droit du Comité agricole ; c'est lui qui convoque les membres du Comité chaque fois qu'une question concernant l'agriculture locale est à l'ordre du jour. Les réunions du Comité ont lieu dans le local de la mairie. Cette disposition se

justifie pour la raison des économies budgétaires, car pour une circonscription qui parfois n'a pas 1000 habitants, il est naturel que le chef et le local de l'administration servent en même temps les intérêts de l'agriculture locale. D'ailleurs, pour un village où la presque totalité des habitants travaille la terre, les intérêts de l'agriculture ont au moins la même importance que l'administration locale.

Pour les membres du Comité agricole, leur nombre n'est pas fixé et varie selon le nombre des habitants : ainsi il y a deux membres dans les villages comptant jusqu'à 600 électeurs ; trois, dans les villages comptant de 600 à 3000 électeurs et quatre, dans les villages comptant plus de 3000 électeurs. Les mêmes normes s'appliquent aux villes ayant une population agricole. Tous ces membres sont élus par le collège agricole local.

La durée du mandat des membres du Comité agricole, fixée à 5 ans sans renouvellement, n'est pas de nature à assurer une continuité suffisante dans l'œuvre entreprise. Dans un pays comme la Roumanie, cette institution officielle, dépourvue du concours efficace d'une initiative privée, et seule indiquée pour accomplir le progrès qui permettrait à l'agriculture de s'adapter aux conditions de la production moderne. Le mandat de six ans avec un renouvellement triennal serait préférable pour assurer aux Comités agricoles la stabilité dans leur composition ainsi que la continuité de leur œuvre.

§ II. — Les Chambres d'agriculture départementales

Les Chambres départementales ont été maintenues par la législation de 1930, pour coordonner l'activité des Comités agricoles locaux. L'art. 14 de la loi dit : « Les Chambres d'agriculture départementales sont des organisations mixtes, basées sur la collaboration du collège agricole avec l'Etat, avec le Conseil départemental, avec les associations agricoles et les particuliers qui contribuent par des subventions importantes au budget des Chambres... ». Comme représentants du collège agricole, elles sont le porte-parole des intérêts de l'agriculture dans la circonscription respective, et contribuent, par leur propre initiative et par tous les moyens possibles, à son orientation. Comme collaboratrices de l'Etat, elles sont les organes d'exécution du Ministère de l'Agriculture, pour les mesures et directives d'intérêt général agricole. Quant à leur collaboration avec le Conseil administratif départemental, elles exécutent, dans la limite des moyens alloués, les mesures de caractère agricole et zootechnique, qui tombent dans les attributions du Conseil en vertu de la loi d'administration locale. En ce qui concerne la collaboration avec les autres institutions et les particuliers, les Chambres ont besoin de l'approbation de l'Assemblée générale, ou dans les cas d'urgence, celle du Conseil d'administration

La conséquence de cette collaboration est que, la Chambre est formée de la manière suivante :

- a) 3/5 élus par le collège agricole départemental.

b) 1/5 membres de droit, délégués du Conseil départemental (de préférence agriculteurs), parmi lesquels doit figurer le président de la délégation permanente départementale.

c) 1/5 membres de droit et délégués, répartis entre l'Etat, les associations agricoles et les particuliers subventionnant la Chambre.

La proportion des membres élus, ne constitue aucun progrès par rapport à la loi de 1925 (17 membres élus et 11 de droit) et les Chambres d'agriculture même par cette nouvelle organisation, sont loin d'avoir la caractéristique d'un corps purement professionnel. Le législateur de 1930 a accentué encore le caractère mixte des Chambres ; il leur a même donné des attributions agricoles du Conseil départemental, en leur accordant des membres de droit, délégués par l'administration départementale. Mais la présence de ces membres de droit n'est pas justifiée, car les Chambres d'agriculture exécutent les attributions agricoles du Conseil départemental, simplement dans la mesure des moyens financiers mis à leur disposition par ce dernier.

De même que dans la loi initiale, il y a lieu de souligner la négligence que le législateur a montrée dans cette nouvelle organisation vis-à-vis des associations agricoles privées. Celles-ci ne peuvent collaborer qu'en accordant des subventions importantes au budget de la Chambre. Or, si on considère combien leurs ressources sont réduites, cette condition équivaut à les écarter. Surtout en Roumanie, ce serait plutôt le rôle de la Chambre de subven-

tionner les associations agricoles qui montrent une activité utile ; la condition mise à leur participation, prive la représentation officielle de l'agriculture du concours des corps qui sont les plus indiqués pour collaborer au progrès de l'agriculture.

Les organes constitutifs de la Chambre départementale sont les suivants :

1) Organes délibératifs et de surveillance , l'Assemblée générale, le Conseil d'administration et la Commission de contrôle.

2) Organes d'exécution : l'Office agricole départemental.

L'Office agricole est une création de la loi de 1930, qui lui confia la mission de traduire en fait toutes les attributions de la Chambre ; celle-ci exerce en même temps par l'Office, les attributions d'orientation agricole, qui lui sont confiées par le Ministère de l'Agriculture et le Conseil départemental. Le directeur de l'Office dirige plutôt les travaux de caractère culturel, très nombreux d'après la nouvelle loi, et il est aidé par le sous-directeur qui est chargé spécialement de l'administration de la Chambre. Outre le personnel de l'administration centrale, l'Office comprend aussi le personnel extérieur : personnel de spécialité, professeurs ambulants, agronomes et techniciens suivant les possibilités budgétaires.

§ III. — Les Chambres régionales

D'après l'art. 57 de la loi, les Chambres régionales peuvent être instituées sur la propre initiative des Cham-

bres départementales et avec l'approbation du Ministère de l'Agriculture. Ce qui est intéressant, c'est qu'elles peuvent être constituées par les Chambres départementales seules, ou en collaboration avec les associations départementales et les autres associations et coopératives agricoles régionales.

Telle est cette collaboration des Chambres avec les associations agricoles privées, que le législateur roumain regarde — peut-être non sans raison — avec tant de méfiance. Considérant maintenant la formation des Chambres régionales, on peut se demander pourquoi la loi accorde tant de sollicitude à l'initiative privée ? Il est vrai que dans cette direction, on peut constater un certain progrès mais, si on examine la formation des organes de la Chambre régionale, cette affirmation appelle quelques réserves. L'Assemblée générale comprend tous les membres des Conseils d'administration des Chambres départementales affiliées et les délégués des associations qui entrent dans leur composition, conformément aux statuts. Donc, la loi ne précise rien en ce qui concerne les délégués des associations.

Si, dans la composition de la Chambre régionale, entrent 3 ou 4 chambres départementales, celles-ci auront respectivement, 30 ou 40 représentants dans l'Assemblée générale. Mais quel sera le nombre des représentants des associations ? Pourront-elles avoir chacune plusieurs délégués ? Seront-elles admises dans la Chambre régionale en nombre supérieur à celui des Chambres départementales ? Dans l'approbation donnée, lors de la constitution

d'une Chambre régionale, le Ministère de l'Agriculture aura toujours tendance à accorder à l'Assemblée générale un nombre plus grand de membres élus. Donc, une fois de plus, les associations agricoles se heurtent à des difficultés dans la voie d'une large collaboration avec les Chambres d'agriculture.

Le législateur a assigné aux Chambres d'agriculture régionales un rôle éducatif assez important, en créant des institutions économiques, intéressant des régions plus vastes et exigeant des dépenses dépassant de beaucoup les possibilités d'une seule Chambre départementale. Pour l'agriculture moderne qui demande l'encouragement de certaines cultures, la sélection des races d'animaux, des travaux de reboisement, l'électrification, l'amélioration des canaux et des voies de transport, le cadre du département est devenu trop étroit. Il faut admettre avec les régionalistes que seule la fédération de toutes les forces agricoles d'une région dans une Chambre agricole, peut répondre aux exigences actuelles de l'agriculture.

Néanmoins, le problème des Chambres régionales soulève plusieurs difficultés, dont la plus importante est celle de la délimitation de la région. Sauf des cas très rares, elle risque toujours d'être fixée arbitrairement. Et puis ces nouveaux organes, se superposant aux anciennes Chambres, auront beaucoup à faire pour fixer une méthode de travail en conformité avec tous les intérêts qu'elles représentent.

Enfin si, pour les régionalistes, les Chambres d'agriculture régionales doivent devenir prochainement une néces-

sité (1), nous pensons qu'en Roumanie, où les Chambres départementales ont tant de chemin encore à parcourir, l'innovation n'est pas du tout indispensable.

§ IV.— L'union des Chambres d'agriculture

D'après l'art. 68 de la loi, « l'Union des Chambres d'agriculture est l'émanation des Chambres d'agriculture départementales, des Chambres régionales et, éventuellement, des autres organisations qui contribuent par des subventions à son budget.

« Peuvent encore s'y affilier les différentes Unions et associations générales de caractère agricole, qui la subventionnent. Le statut de l'Union réglera sa constitution et son organisation ».

Ici, quoique le législateur de 1930 pose des conditions en vue d'une plus large collaboration des forces agricoles, il marque cependant un progrès visible sur l'ancienne loi de 1925. Toutefois, en raison de la crise agricole, l'Union n'a pas reçu pratiquement en dehors des Chambres départementales, d'adhésions importantes.

En ce qui concerne ses attributions, l'Union a, en dehors du contrôle à exercer sur les Chambres régionales et départementales et l'avis à donner sur leur budget, la mission importante de rassembler, d'étudier et d'harmoniser les desiderata des Chambres, pour les soutenir et

(1) P. de Monicault : Les Chambres d'agriculture et leur rôle. Action populaire du 25 décembre 1927.

éventuellement les imposer aux Corps Législatifs ou au pouvoir exécutif.

L'Union des Chambres d'agriculture présente-t-elle une grande utilité ? Par la loi l'Union a reçu des attributions complémentaires à celles des Chambres, qui ne sont pas indispensables ; le travail consciencieux des Chambres, sera suffisant pour une bonne orientation de l'agriculture départementale, sans qu'il soit besoin d'une grande organisation d'ensemble. A notre avis, un bureau centralisateur des vœux des Chambres et qui ferait la liaison avec le pouvoir législatif et le Ministère de l'Agriculture, serait mieux indiqué. Le budget de l'Union pourrait servir plus utilement les expériences pratiques de l'agriculture départementale.

SECTION II

LES NOUVEAUX PRINCIPES DE LA LOI DE 1930

§ I. — Le système électoral

1). **LE COLLEGE AGRICOLE LOCAL.** — La loi prévoit la constitution d'un Comité agricole local, dans chaque village et dans chaque ville ayant une population agricole. Ce Comité, dont le président de droit est le maire de la localité, est composé de deux, trois ou quatre membres élus par le collège agricole local.

Sont électeurs, dans le collège agricole local (art. 8),

tous les locataires du village, hommes et femmes, qui paient l'impôt agricole et ont 21 ans révolus. Les diplômés des écoles d'agriculture, de sylviculture, de médecine vétérinaire et de différentes autres spécialités agricoles, seront inscrits sur les listes électorales, même s'ils ne paient pas d'impôt agricole. Sont éligibles au Comité agricole local (art. 9), ceux qui sont inscrits sur les listes du Collège agricole, qui habitent effectivement la localité, qui ont 30 ans révolus, qui savent lire et écrire et qui dirigent personnellement une exploitation agricole. Les diplômés des écoles d'agriculture sont éligibles à l'âge de

Le jour de l'élection, le collège local se constitue en 25 ans révolus.

assemblée générale dans le local de la mairie ou de l'école (art. 10).

L'assemblée sera présidée par un bureau composé du maire, aidé par 2 délégués des candidats, tirés au sort.

Le vote a lieu à mains levées ou par acclamations. Si 10 membres de l'assemblée demandent que le vote soit secret, les électeurs déposent des bulletins de vote sur lesquels ils inscrivent autant de noms, qu'il y a de membres à élire.

Sont déclarés élus, les candidats qui ont réuni la majorité relative dans l'ordre de la classification. Le résultat de l'élection sera consigné dans un procès-verbal, publié dans le Journal Officiel.

2). **LE COLLÈGE AGRICOLE DÉPARTEMENTAL.** — Pour le collège agricole départemental, sont électeurs tous les membres élus des Comités agricoles locaux (art. 17). Sont

éligibles, pour la Chambre d'agriculture départementale, les hommes qui figurent sur la liste électorale d'un collège agricole local, qui ont 30 ans révolus, savent lire et écrire, dirigent personnellement leur exploitation ou sont diplômés d'une école d'agriculture, de sylviculture ou de médecine vétérinaire.

Chaque département constitue une circonscription électorale. L'élection a lieu dans la localité de résidence du département, sous la présidence d'un magistrat désigné par le premier président du Tribunal départemental. Sont proclamés élus les candidats qui rassemblent la majorité relative des voix.

Ce système électoral, adopté par la loi de 1930, a soulevé beaucoup de discussions au Parlement. On a critiqué le système de la présidence du maire pour les élections du Comité agricole local, sous prétexte, que la volonté des agriculteurs pourrait être facilement faussée. Mais, afin d'écarter cette possibilité, les électeurs ont le droit de demander qu'un magistrat soit président des élections ; en outre, il existe le droit de contestation contre le résultat des élections. Le système ainsi adopté par la loi, présente l'avantage d'une grande simplification des élections, ce qui engage beaucoup de paysans à venir voter. Pour la question de la taxe de 3000 lei imposée aux électeurs qui demandent qu'un magistrat remplace le maire, pour la présidence des élections locales, il y a lieu de dire que cette taxe est trop élevée et de nature à faire hésiter les paysans. En outre, elle ne concorde pas avec les principes démocratiques actuels.

Enfin, une question très importante, qui a échappé au législateur, est celle des travailleurs agricoles (1) qui n'ont pas le droit de vote pour les élections au Comité agricole local. Il y a là une lacune de la loi, car ces ouvriers contribuent, dans une très large mesure à la production agricole. Ils sont étroitement attachés à la campagne, ils aspirent à devenir propriétaires d'une petite terre, et en les écartant de la discussion des questions agricoles, on commet une grande injustice. Il a été objecté qu'en Roumanie le problème du prolétariat agricole n'existe pas et ne se pose pas. Mais, même après la réforme agraire, on ne peut prétendre que les 14 millions de paysans soient tous propriétaires de terre et, si le problème du prolétariat agricole ne se pose pas encore, ce n'est pas une raison pour refuser d'y penser.

§ II. — Budget. — Revenus. — Gestion.

En ce qui concerne le budget, le changement introduit par la nouvelle loi, apporte de grandes facilités au fonctionnement de la Chambre, dans la période du vote du budget.

Le système de la loi initiale obligeait les Chambres et l'Union à soumettre leurs budgets au contrôle et à l'approbation du Ministère de l'Agriculture, qui avait le droit

(1) Voir J. off. deb. parl. du 18 septembre 1930, p. 3595, et 3699. Discours de M. D. R. Ioanitzesco.

de faire des observations et des modifications. Parfois le Ministère faisait attendre sa réponse même pendant plusieurs mois, et durant ce temps les Chambres se trouvaient dans une situation très difficile au point de vue des dépenses à engager.

La nouvelle loi de 1930 supprime toutes ces difficultés, en disposant dans son art. 87 que « Les budgets des Chambres d'agriculture régionale et départementale, seront approuvés par les assemblées générales respectives ». Pourtant si 5 membres élus de la Chambre ou un seul membre de droit, contestent le budget approuvé de cette façon, il doit être soumis au jugement de l'Union qui se prononce en dernière instance. Cette disposition est admissible, mais le nombre des contestateurs est trop petit et la Chambre risque de voir son fonctionnement paralysé comme sous l'ancienne législation.

Quant aux revenus qui alimentent le budget de la Chambre, sauf de petites augmentations, les principes de la loi de 1925 sont maintenus. — L'assemblée générale de la Chambre a le droit de fixer des centimes additionnels sur l'impôt agricole, jusqu'à un maximum de 3 % du revenu agricole et forestier. La cote de 1-5 % du revenu des pâturages communaux, sur la proposition de l'assemblée générale de la Chambre, et les revenus entiers des lotissements agricoles, zootechniques, horticoles, etc. présentent une augmentation par rapport au régime de l'ancienne loi.

Un article nouveau est celui qui prévoit l'obligation pour le département de contribuer par des subventions à

l'accomplissement du budget de la Chambre respective. La même obligation est imposée au Ministère de l'Agriculture pour le budget de l'Union. L'obligation de la subvention départementale se justifie par le grand nombre d'attributions agricoles du Conseil départemental.

Les cotisations prévues par l'ancienne loi sont maintenues par la loi de 1930, car l'expérience des dernières années montre une très grande bonne volonté de la part des agriculteurs.

Un changement est intervenu aussi dans le contrôle et la décharge de la gestion des Chambres départementales, qui jusqu'à ce jour étaient du ressort de l'Union. L'art. 89 de la loi de 1930 prévoit que les comptes de gestion des Chambres départementales et de l'Union sont vérifiés et approuvés par la Cour des Comptes. La comptabilité de leur gestion, est soumise aux règles de la comptabilité commerciale. Les dispositions de loi sur la comptabilité publique s'appliquent à la comptabilité dépendant des fonctions d'administrateur, de comptable et de manipulateur des deniers publics.

§ III. — Attributions des Chambres d'agriculture

D'après le texte de la loi, les Chambres d'agriculture ont les attributions suivantes :

1). Elles représentent les intérêts professionnels des agriculteurs. Il est vrai que les intérêts des agriculteurs ne

sont pas représentés seulement par ces Chambres, mais il ne s'ensuit pas que la profession agricole n'ait pas besoin d'un organe spécial chargé de veiller heure par heure aux besoins des agriculteurs, d'exprimer leurs desiderata et de les soutenir devant les autorités législatives et administratives. Les Chambres d'agriculture sont nécessaires pour tenir tête aux autres branches de la production, mieux organisées et plus conscientes de leurs intérêts.

2). Les Chambres ont un second rôle très important, qui est la caractéristique de la loi de 1930 et qui a été inspiré par les Chaires ambulantes d'Italie. Elles sont les organes d'action directe pour le relèvement de la production par une forte éducation et par l'éveil de l'intelligence des agriculteurs. Contrairement à la production industrielle, où le facteur principal est le perfectionnement du machinisme, dans l'agriculture, ce sont les qualités individuelles, c'est-à-dire l'intelligence, l'initiative, l'épargne et le travail, qui tiennent le premier plan. C'est le devoir de l'Etat, d'éduquer l'agriculteur pour perfectionner son appareil intellectuel au profit de sa production, et c'est dans ce but que le législateur de 1930 a dirigé l'activité caractéristique des Chambres dans la voie de l'éducation agricole :

Les Chambres d'agriculture doivent organiser l'enseignement agricole ambulant et sa propagande, exercer leur patronage sur les écoles d'agriculture, organiser des écoles d'hiver, dominicales et de saison, des conférences et des sources d'information et d'orientation. Elles doivent compléter la propagande par des musées, des bibliothèques,

des salles de lecture, des expositions, des concours, des excursions, des prix d'encouragement. Elles aident les agriculteurs du département à organiser des coopératives et des syndicats par spécialités ; elles rassemblent des données statistiques sur l'agriculture et dirigent l'action zootechnique départementale.

Pour compléter leur activité culturelle, elles peuvent organiser seules ou en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, le département et la commune, des fermes, des élevages de reproducteurs, des pépinières, des centres agronomiques, des centres pour la sélection et le traitement des semences contre les maladies cryptogamiques, des stations de monte ; elles peuvent encore aider à l'approvisionnement en semences sélectionnées et en machines agricoles et subventionner leur achat, etc.

3). Enfin les Chambres ont encore un troisième rôle à remplir : celui de collaborer avec le Ministère de l'Agriculture et les organes de l'administration locale, pour l'application des lois de caractère agricole et pour toutes les mesures de relèvement agricole du pays. Dans ce but, elles sont les organes d'exécution des Conseils départementaux pour les attributions agricoles relevant de leur compétence.

Un changement très important apporté par la nouvelle loi, réside dans l'interdiction pour les Chambres d'agriculture de faire aucun acte de commerce ; elles peuvent acheter pour leur propre compte des matériaux, mais uniquement en vue de leurs propres besoins. C'est là une mesure qui empêche les Chambres de désertier leur mission.

§ IV. — L'autonomie des Chambres

Les Chambres d'agriculture, en tant qu'organe professionnel, ont besoin d'une certaine autonomie pour pouvoir défendre avec efficacité les intérêts des agriculteurs. Dans ce sens, la loi de 1925 stipulait une disposition gênante, à savoir le droit de dissolution des Chambres, dévolu au Ministère de l'Agriculture.

La loi de 1930 supprime cette disposition à la plus grande satisfaction de tous ceux qui luttèrent pour l'indépendance des Chambres d'agriculture.

Toutefois la question a soulevé quelques discussions qui ont fait l'objet de débats parlementaires au moment de la légifération de la représentation agricole (1).

On a vu qu'à côté de la représentation professionnelle, les Chambres d'agriculture ont encore l'attribution d'appliquer une certaine partie de la législation agricole. Il est évident qu'on trouve ici un mélange d'attributions la représentation professionnelle qui relève de l'initiative privée et l'orientation de l'éducation agricole et l'application des lois qui sont un devoir de l'Etat. N'y a-t-il pas à craindre une trop fréquente intervention du Ministère de l'Agriculture, qui aurait pour conséquence une diminution de l'autonomie des Chambres ?

Il est certain que l'immixtion de l'Etat dans l'œuvre d'un corps professionnel n'est pas toujours nécessaire, mais il n'est pas moins vrai que l'application de certaines lois agricoles peut facilement être assurée par les Cham-

(1) Voir J. off. deb. parl. du 19 Sept. 1930. p. 3628.

bres. Et partout, dans les pays agricoles, l'Etat confie aux Chambres cette mission, qui constitue un grand avantage.

Enfin les Chambres d'agriculture, en Roumanie, ont gagné beaucoup de terrain sous le rapport de l'autonomie; car si l'on considère la loi de 1930, elles ont une réelle indépendance financière et par les 3/5 de leurs membres élus par le collège agricole elles enregistrent un léger progrès également sur le terrain administratif.

SECTION III

LES MODIFICATIONS APPORTÉES EN 1931

Au moment de la crise mondiale agricole qui, actuellement encore cause à la Roumanie de sérieuses difficultés, le Ministre de l'Agriculture, M. Ionesco Sisesti, a élaboré un projet de loi destiné à corriger certaines dispositions de la loi de 1930, dont l'expérience fait ressortir les défauts. D'autre part, le gouvernement a cherché à réaliser de grandes économies dans le budget général de la Roumanie et celle-ci devait normalement se répercuter aussi sur les Chambres d'agriculture ; surtout que leur budget, — avec les revenus alloués dernièrement, — étaient arrivés en 1931 à la somme de 1.718.463.485 lei. Etant donné que cette somme était supportée par les agriculteurs et tenant compte de la situation exceptionnellement difficile créée par la crise, un dégrèvement

s'imposait. Ce projet de loi, qui est devenu la loi du 19 juillet 1931, apporte les modifications suivantes :

1). — Les centimes additionnels à l'impôt agricole sont diminués de 0,50 % — 3% à 0,50 % — 1 0/0.

La quote-part de 1 % — 5 % que les Chambres avaient sur les revenus des pâturages communaux, est abaissée à 1 % — 3 %.

Les taxes zootechniques que les Chambres d'agriculture pouvaient fixer à leur gré, sont fixées par la loi de manière à empêcher qu'elles deviennent abusives.

L'art. 103 prévoit que l'exercice du mandat de membre des Chambres d'agriculture, de l'Union, des Conseils d'administration, des Comités de direction ou de n'importe quelle autre commission, est honorifique. Les membres cités ont seulement droit au remboursement des dépenses effectives de déplacement.

2). — Un deuxième point sur lequel le législateur a insisté, c'est la précision des attributions des divers organes de l'Etat et des organes professionnels dans leur collaboration avec l'Etat (1). Nous avons parlé, dans la section précédente de l'Office agricole départemental en tant qu'organe d'exécution de la Chambre et qui, en vertu de la loi de 1930 avait aussi pour attribution d'accomplir les travaux pour l'application de la réforme agraire. Or, c'était une faute de confier l'application de la réforme agraire, qui est une réforme d'intérêt public et s'applique de la même façon sur tout le territoire, à des organisations professionnelles, qui n'ont en vue que les intérêts

(1) J. off. deb. parl. du 30 juillet 1931, p. 955.

strictement locaux. C'est là une conséquence de la loi de 1930, qui a englobé le **service agricole** dans les Chambres d'agriculture ; de ce fait, les lois dont l'application était du ressort du Ministère de l'Agriculture, étaient appliquées par l'Office agricole, organe d'exécution de la Chambre.

La loi Sisesti remplace l'Office agricole par le Service agricole départemental, organe de l'Etat, qui continu de rester aussi l'organe d'exécution de la Chambre d'agriculture. Par ce changement, le Service agricole, comme le Service zootechnique, vétérinaire et sylvicole, devient un service d'Etat, séparé de l'organe professionnel représentatif.

3). — Le troisième point important de la loi de 1931, c'est l'autonomie des Chambres. L'expérience d'une année a démontré que cette autonomie a été trop vite accordée par le législateur de 1930. L'institution est trop nouvelle en Roumanie ; elle est encore dans la période de tâtonnement et si parfois les Chambres n'ont pas été à la hauteur de leur mission, c'est peut-être parce qu'elles n'ont pas trouvé leur véritable formule. Enfin, pour remédier à une pareille éventualité, qui peut nuire à l'agriculture départementale, en 1931, on a réintroduit le principe de la dissolution, consigné dans un nouvel article (94 bis) :

« Les Comités agricoles locaux, les Chambres d'agriculture départementales et régionales, peuvent être dissoutes, les premières par décision ministérielle, les autres par décret royal, sur la proposition du Ministère de l'Agric-

culture, dans les cas suivants, établis par une enquête préalable qui, — pour les Chambres —, sera faite par un délégué du Ministère : 1) Manque d'activité. 2) Mauvaise administration et fautes dans la gestion. 3) Activité dans un autre domaine que le domaine agricole et professionnel. — Pour la dissolution des Chambres d'agriculture, l'avis de l'Union doit aussi être pris. »

De même, le budget des Chambres d'agriculture et de leur Union est dressé par les assemblées générales respectives et approuvé par le Ministère de l'Agriculture, qui peut faire n'importe quelles modifications, aussi bien pour les revenus que pour les dépenses. En ce qui concerne le budget de la Chambre, le Ministère doit prendre aussi l'avis de l'Union.

CHAPITRE IV

LA STRUCTURE AGRAIRE DE LA ROUMANIE ET LE ROLE DES CHAMBRES DANS LE REDRESSEMENT AGRICOLE

SECTION I

ETUDE SUR LA STRUCTURE AGRAIRE EN ROUMANIE

§ I. — La loi rurale de 1864

Lors de la fondation des principautés roumaines au XII^e siècle (1) le servage du paysan à la terre fit son apparition d'abord sous la forme d'une entente bienveillante entre les paysans et les propriétaires pour le paiement d'une dîme. Sous la domination de la Turquie, à cause de

(1) Xénopol. Histoire des Roumains. T. I. Livre II. Chap. I.

ses impôts exagérés, les paysans se virent bientôt accablés par les dettes, et obligés de vendre leurs terres aux « boyards » qui, petit à petit, accaparèrent ce qui formait leur seul moyen de subsistance.

Cette situation qui plaçait le paysan dans un état d'esclavage vis-à-vis des propriétaires Boyards, a duré jusqu'en 1864, quand, par la fameuse « Loi rurale », l'ancien procès historique entre les maîtres de la terre et les paysans fut fermé définitivement en transformant les uns comme les autres en pleins propriétaires, d'après le droit civil moderne. Cette loi rurale proclame les paysans propriétaires sur leurs terres qu'ils détenaient des Boyards, on peut dire, à titre d'affermage perpétuel, en échange d'une indemnité payée à ces derniers par les soins de l'Etat. Un point principal de cette réforme est aussi l'abolition de la dîme, de la corvée et des autres obligations analogues que les paysans avaient envers les propriétaires (les conventions entre ceux-ci ne peuvent pas dépasser la durée de cinq ans).

En 1864 le droit historique que le paysan avait sur la terre, a primé sur le principe du droit exclusif du propriétaire, mais cette victoire n'a pas apporté une solution définitive au problème de la répartition des terres entre les mains de ceux qui avaient un droit ancien. Dans la loi rurale il n'y a pas contrainte des propriétaires à vendre leurs terrains aux paysans, ni expropriation dans le but de fournir le terrain aux paysans, il existe seulement la constatation d'un fait réel et très ancien : la copropriété

du seigneur et du paysan. Le réformateur impose seulement la sortie de l'indivision (1).

En leur donnant la pleine propriété, les dispositions selon lesquelles les paysans avaient droit au 2/3 du domaine du seigneur, ont été supprimées au détriment de ceux qui, au moment de la réforme, n'avaient pas de terres. Cette catégorie à laquelle s'ajoute les nouveaux ménages, restait sans possibilité d'acquérir une propriété et à ce point de vue la loi rurale de 1864 opère une sorte d'expropriation occulte de la virtualité des paysans pour acquérir dans l'avenir la terre nécessaire à leur nourriture.

Le droit historique des paysans à la terre qui était l'idée dominante du législateur, n'a pas été pleinement satisfait et cette omission ne fait que nourrir le germe de la réforme agraire de 1921.

Le fait principal est que la réforme de 1864 reste au fondement de l'évolution du « phénomène agraire » en Roumanie, comme un complexe de conséquences et influences d'ordre technique et moral, qui n'ont pas été complètement éclairées jusqu'à maintenant.

L'ancien régime n'a pas été aboli, parce que l'improportion n'a pas créé le paysan économiquement libre. La propriété qu'on lui a donné, étant trop petite, ne lui suffisait pas pour l'entretien de la vie, et comme il manquait aussi d'argent, il offrit pour le supplément de la terre indispensable, ce qu'il avait en abondance, les bras. Donc, la loi rurale n'a pas échangé les rapports du travail agri-

(1) G. Tasca. Problèmes économique et financiers. P.5.

cole. L'effet de l'impropriation devait être une agriculture capitaliste, travaillant avec des salariés, cela veut dire la transition du régime féodal du travail au régime économique moderne, mais le changement ne s'est pas produit, car les rapports économiques ne sont pas réglables par des décrets. En 1864, la production agricole gardait entièrement les rapports féodaux, les besoins restreints du paysan, du boyard et de l'Etat, étaient satisfaits par ce moyen de culture. La population étant rare et la terre étendue et neuve, le besoin d'une technique agricole supérieure ne se faisait pas sentir et le manque de capital et l'instruction technique, n'offraient pas les moyens demandés par cette agriculture.

Considérant que toute la production économique s'appuyait sur la corvée et que même le budget du pays dépendait d'elle, sa réelle abolition aurait amené des troubles économiques et sociaux qui auraient pu arrêter pour longtemps le développement du pays. Pourtant, même l'ombre de liberté obtenue en 1864 ébranla sérieusement la production nationale ; le paysan refusait de travailler par des conventions libres et la suite a été la loi de 1866, qui institue l'obligation forcée du travail.

Voici le résultat d'une réforme décrétée avant que le paysan soit bien préparé pour recevoir son indépendance économique.

71.912 paysans possesseurs de 4 bœufs ont reçu	413.201 Ha.
202.075 paysans possesseurs de 2 bœufs ont reçu	882.737 Ha.
134.132 payans possesseurs de 1 vache ont reçu	384.708 Ha.
59.721 » avec emplacements de maisons »	85.610 Ha.
467.840	1.766.256 Ha.

§ II. — La réforme agraire en 1918-1921

Pour contribuer à la liquidation des opérations de paiement des terres expropriées en 1864, l'Etat prenait l'engagement de vendre en petits lots, son domaine immobilier récemment acquis (1) aux paysans qui n'avaient pas pris part au partage du 2/3 des terres des Boyards. Mais comme cette disposition n'a pas été appliquée pendant 12 années, elle rouvre une suggestion difficilement effaçable, c'est la vocation permanente pour chaque génération paysanne à la demande de terres cultivables. Par l'inexécution de cette disposition, l'Etat se substitue au boyard propriétaire dans l'ancienne obligation de distribuer aux paysans la terre nécessaire à leur nourriture.

Cette mentalité a duré pendant toute la période de temps écoulée jusqu'à la Grande Guerre et aussitôt après la guerre Balkanique de 1913, l'idée d'une nouvelle expropriation de la terre a fait partie du programme de gouvernement des partis politiques. A la suite de la modification de la Constitution, immédiatement après la libération du territoire par l'ennemi et dans l'absence des Chambres, les détails de la réforme agraire sont fixés par le décret-loi n° 3697 du 15 déc. 1918. Ce décret est complété par la loi du 14 juillet 1921, pour l'augmentation de la cote expropriable et pour le perfectionnement de la réforme.

Le but principal de cette nouvelle expropriation était

(1) Par l'Art. I de la loi du 17 Déc. 1863, toutes les terres que l'Eglise possédait en Roumanie sont et restent la propriété de l'Etat.

de remédier à la répartition non équitable de la terre (1) et d'abolir définitivement un régime agraire archaïque caractérisé par la contrainte du travail, qui, avec certains adoucissements existait encore en Roumanie.

SURFACE ET NOMBRE DES PROPRIÉTÉS RURALES

AVANT LA RÉFORME AGRAIRE

Propriétés	Surfaces	%	No des propriétés	
	hectares		Total	%
De 0 à 10 ha...	8.696.490	43,1	2.435.185	92,7
De 10 à 100 ha.	3.329.169	16,5	170.493	6,5
Au dessus de 100 ha.....	8.108.847	40,4	20.976	0,8
Total,	20.134.506	100	2.626.654	100

SURFACE DES PROPRIÉTÉS RURALES

APRÈS LA RÉFORME AGRAIRE

Propriétés	Surfaces	%
	Hectares	
De 0 à 10 ha.....	14.704.587	73,2
De 10 à 100 ha.....	3.329.169	16,5
Au dessus de 100 ha.	2.100.750	10,3
Total,	20.134.506	100

(1) Voir les tableaux

NOMBRE DES PROPRIÉTÉS RURALES

APRÈS LA RÉFORME AGRAIRE

Propriétés	No des propriétés	
	Total	%
De 0 à 5 ha.....	3.231.463	84,2
De 5 à 10 ha.....	435.715	11,3
De 10 à 50 ha.....	148.860	3,9
De 50 à 250 ha.....	18.122	0,5
Au dessus de 250 ha..	2.597	0,1
Total	3.836.757	100

Par le déplacement de 6 millions d'hectares attribués à petite propriété, la réforme agraire de 1918, opère un changement radical dans la structure de la propriété agricole en Roumanie. Par la disparition de la grande propriété un nivellement de la richesse s'effectue au profit de la masse paysanne qui, avec la liberté économique acquise, est en état de se créer une existence beaucoup plus aisée qu'avant la guerre. Il reste à voir si cette réforme dont l'importance au point de vue social est indiscutable a eu aussi les mêmes effets heureux sur la production agricole du pays. A ce point de vue, les avantages de la petite propriété ne se sont pas vus immédiatement, à cause de la faible préparation du paysan roumain pour une culture scientifique ; c'est une des causes qui ont con-

tribué à la diminution de la production agricole dans les premières années après l'application de la réforme agraire.

Voici une statistique comparative :

	Moyenne Annuelle pr ; 1910-1915 :		Moy Annuelle pr. 1920-25 :	
	Prod. Tot.	Moyen. à l'Ha.	Prod. Tot.	Moyen. à l'Ha.
	Tonnes	Quintaux	Tonnes	Quintaux
Blé	2.389.000	12,9	2.220.000	8,7
Maïs	2.870.000	13,8	3.663.000	10,6
Orge	560.000	10,5	1.304.000	7,7
Avoine	414.000	9,5	955.000	7,8
Seigle ...	110.000	9,5	222.000	7,5

En considérant que l'ancien Royaume avait une superficie de 13.000.000 d'hectares et la Grande Roumanie une superficie de 29 millions d'hectares, la régression est évidente surtout pour le blé et le maïs et pour la moyenne à l'hectare.

D'un autre côté, par la résolution du problème social opéré par la réforme agraire, l'Etat gagne la tranquillité, en quelque sorte menacée pendant la guerre ; l'Armée Russe imprégnée par le idées Bolcheviques pouvait facilement influencer pendant sa retraite le soldat Roumain préparé par des restrictions à accueillir n'importe quelle idée avancée.

§ III. — Aspect de la propriété agricole
après la réforme agraire

1). — **La petite propriété.** — C'est-à-dire la propriété jusqu'à 10 hectares comprend 14.704.587 hectares de la propriété agraire avec un nombre de 3.667.178 propriétaires.

Considérant quelle occupe 73 % du terrain cultivable, le rôle qu'elle joue dans la production agricole est considérable ; les paysans nouveaux propriétaires ont sur leurs épaules une grande responsabilité qui leur a été donnée par la réforme agraire, mais sans aucune préparation spéciale et préalable. Autrement dit, le paysan n'avait pas la culture technique nécessaire pour conduire une exploitation agricole moderne. Mais même après quelques temps, après avoir gagné une certaine expérience technique, ils ont rencontré de nouveaux obstacles dans la politique d'abandon de l'agriculture que les Gouvernements d'après guerre ont suivi pour encourager l'industrie nationale. En ajoutant à toutes ces difficultés le déclenchement de la crise mondiale, qui a mis les agriculteurs roumains dans une situation désastreuse, il est normal de voir aujourd'hui le paysan et avec lui l'agriculture en général hors du combat donné sur le marché mondial pour la concurrence et l'écoulement de la production agricole. Il reste à espérer que la conversion des dettes agricoles à l'ordre du jour en ce moment, soulagera un peu cette classe nombreuse et importante d'agriculteurs de

laquelle dépend dans une grande mesure, le relèvement économique de la Roumanie.

2). — **La propriété moyenne.** — (Entre 10-100 hectares). Cette propriété n'a subi aucun changement par la dernière réforme agraire ; elle occupe 3 millions 329.169 hectares, ce qui revient à 16.5 % de la surface labourable. Comme nous avons déjà montré à la suite de la loi rurale de 1864, la propriété moyenne n'a pu se développer car le paysan n'a pas obtenu réellement la liberté économique qui lui aurait assuré une amélioration de sa situation matérielle. En plus, il ne disposait pas de son lot, il n'avait pas le droit de le vendre, de sorte que la propriété paysanne se divisait de plus en plus par héritage.

La loi agraire de 1921 a voulu sans doute faciliter la formation d'une propriété agraire moyenne, car elle a permis la concentration des terres jusqu'au maximum de 100 hectares. Par cette circulation libre de la propriété paysanne, on donne la possibilité de formation d'une nouvelle structure sociale à la campagne par la sélection des éléments les plus actifs, sélection que la loi agraire n'a pu prévoir car la superficie des lots ainsi que l'ordre de préférence des ayants droit à l'impropriation étaient déjà fixés par les dispositions constitutionnelles. Mais la possibilité de concentration de la terre a été amoindrie par la loi de 1929, loi d'intérêt national qui limite l'achat des terres jusqu'à 25 hectares, ainsi que par les impôts trop lourds que l'Etat a imposé aux agriculteurs.

L'absence d'une propriété moyenne solide à la campagne, constitue un danger social pour un Etat agricole

comme la Roumanie, car cette propriété favorise le progrès social et maintient l'équilibre entre les tendances extrémistes du peuple et les tendances réactionnaires des classes élevées (1). Dans cette direction il y a lacune à combler.

3). — **La grande propriété.** — Réduite sensiblement par la réforme agraire, n'occupe que 10.3 % de la surface labourable (2.100.750 hectares) en terrains de 100 jusqu'à 250 hectares et rarement jusqu'à 500 hectares. Dans le temps, la grande propriété a joué un très grand rôle au point de vue de l'amélioration de la terre et de la culture agricole. Par les avantages de l'ancien régime, elle constituait une classe très aisée. Ce sont les grands propriétaires par leur amour de la terre, qui ont opéré le défrichement des terrains incultes et qui ont introduit les premières machines agricoles et la culture scientifique en Roumanie. Aujourd'hui leur rôle n'est pas moins important : ayant une longue expérience professionnelle, les grands propriétaires peuvent servir comme exemple aux paysans nouveaux propriétaires et les Chambres d'agriculture pourraient trouver dans leurs terres de merveilleux champs d'expériences pour la popularisation de la technique agricole moderne.

(1) Voir C. Garoflid : Le rôle social de la propriété moyenne. Bucarest 1926, p. 13.

SECTION II

LES CHAMBRES D'AGRICULTURE DANS L'ENSEMBLE

DES MESURES PRISES PAR L'ETAT

POUR LE REDRESSEMENT AGRICOLE

§ I. — *La nécessité de l'intervention étatique*

Le désordre créé dans la production agricole pendant l'occupation de la moitié du territoire du pays par l'armée allemande, et, d'un autre côté, la diminution de la production agricole causée par la réforme agraire de 1918-21 a forcé l'Etat d'intervenir énergiquement d'abord par le décret-loi du 26 mai 1918 sur la culture agricole obligatoire et ensuite par une série de lois sur l'obligation de l'affermage, l'institution des chambres d'agriculture, l'organisation de la coopération, etc...

Mais ce qui est intéressant à révéler, c'est la contrainte étatique appliquée comme mesure nouvelle pour remédier au manque d'énergie que le paysan manifestait immédiatement après la guerre, au détriment d'une culture satisfaisante de la terre. On pourrait objecter à cette contrainte la réapparition du servage, de tristes souvenirs, l'asservissement du paysan au grand propriétaire. Pourtant l'obligation du travail de 1918 n'est pas du servage, car on emploie pour la propriété d'autrui que le surplus du travail paysan, après avoir satisfait ces propres be-

soins ou ceux de ses semblables dépourvus de moyens de culture. Par exemple : si sur 200 jours de travail qu'un paysan peut faire par an, 150 lui suffisent pour travailler ses propres terres, ce n'est pas la restauration du servage si la société lui demande d'employer son temps disponible de 50 jours dans l'intérêt général.

A cette occasion nous devons rappeler les principes de M. Léon Duguet sur l'évolution de la « propriété-droit », vers la formule « propriété-fonction » inscrite dans la constitution allemande de 1919, qui, dans son article 153, proclame que la propriété doit être employée aux intérêts de tous et que si son détenteur ne remplit pas sa fonction sociale il devra être soumis à des sanctions.

En revenant à l'obligation du travail en Roumanie, vu la situation spéciale d'après guerre, même aujourd'hui nous lui trouvons une application heureuse sur les propres terres du propriétaire, dans le relèvement et la rationalisation de la production. Si autrefois le paysan n'exécutait aucun travail sans l'ordre du propriétaire, et si il garde encore cette mentalité d'homme dépendant de son maître et parfois de la nature, il faut absolument que l'Etat intervienne par n'importe quel moyen pour lui faire comprendre son devoir vis-à-vis de la collectivité. En détenant par la réforme agraire le 3/4 de la terre labourable, et par conséquent ayant la plus grande part de responsabilités dans la production agricole qui constitue la principale exportation, le paysan roumain a l'obligation de travailler son lopin de terre en conformité avec l'intérêt général du pays. Remplir sa tâche, c'est prouver

qu'il mérite le sacrifice fait par la solidarité nationale, en acceptant la réforme agraire.

L'Etat de son côté a aussi une obligation à remplir vis-à-vis de cette classe de paysans qui vient d'obtenir récemment une mission si importante et pour laquelle elle n'avait aucune préparation. En réalisant une réforme de cette envergure, sans l'existence d'une classe sociale à la base pour la soutenir et pour lui assurer le succès, la réforme constitue un obstacle pour le relèvement et le progrès de l'agriculture nationale. Donc, la solution qui s'impose est l'instruction des paysans petits propriétaires pour les amener au niveau de leur mission et cette tâche prévient aux Chambres d'agriculture récemment instituées en 1925.

§ II. — Caractéristiques des Chambres d'agriculture

en Roumanie

Comme nous l'avons déjà montré, la situation de l'Agriculture après guerre forçait l'Etat à intervenir avec toutes sortes de mesures pour remédier au mal et surtout pour initier le paysan aux méthodes scientifiques du travail. Les Chambres d'agriculture font partie de cette préoccupation qui, même actuellement n'a pas été solutionnée définitivement.

Généralement les chambres d'agriculture ont comme mission principale, la défense et la représentation de la profession, mais avec cette seule attribution leur existence serait effacée et leur activité réduite à une sorte de

bureau qui enregistrerait les doléances des agriculteurs et les transmettrait aux pouvoirs exécutifs. Il est plus utile pour la profession de trouver dans cette institution, des fonctions actives, par lesquelles en dehors des services immenses apportés à la production, les chambres gagneront un grand prestige vis-à-vis de la masse agricole qu'elles représentent. Mais pour l'attribution de ces fonctions agissantes il y a eu des discussions, relevant la confusion qui peut être faite entre l'organe professionnel et les organes de l'Etat répandus dans le département. Parfois il peut arriver que les intérêts spéciaux soient en discordance avec les intérêts généraux du pays et dans ce cas, un corps professionnel avec des attributions trop étendues, devient un obstacle pour l'Etat qui doit coordonner les intérêts des différentes branches de production.

En Roumanie, comme l'institution des chambres d'agriculture fait partie du programme général du redressement agricole, et comme nous avons montré maintes fois jusqu'ici, la nouvelle classe des petits propriétaires n'ayant pas une préparation suffisante pour représenter à eux seuls les intérêts généraux de l'agriculture, la Chambre d'agriculture est une institution mixte : dans sa composition entrent tous ceux qui sont intéressés par le progrès de l'agriculture cela veut dire, le corps agricole, l'Etat et le département, les associations agricoles et les particuliers. Par le fait que la participation à l'activité des Chambres est conditionné par une contribution ou subvention financière, la représentation agricole en Rouma-

(1) Voir J. Off. deb. parl. du 18 Sept. 1930. p. 3592.

nie se présente sous l'aspect d'une société, où chacun des intéressés apporte sa part de contribution pour aider au relèvement et à la prospérité de l'agriculture.

Les chambres d'agriculture se présentent sous cet aspect spécialement après leur réorganisation de 1930 d'après le modèle des Chaires ambulantes d'Italie, qui ont donné de brillants résultats. Le rôle des Chaires ambulantes est joué par les offices agricoles institués pour diriger l'enseignement ambulant de popularisation et de démonstrations pratiques. En donnant aux chambres comme activité caractéristique l'enseignement pratique des agriculteurs, le législateur réalise une mesure d'une utilité indiscutable pour la masse des paysans et pour la production agricole du pays. La collaboration de l'Etat avec tous les éléments intéressés dans la profession est un principe très recommandable pour la Roumanie où l'initiative privée est peu développée, les moyens financiers manquent et où le public n'accorde confiance qu'aux institutions garanties par l'Etat. Il est regrettable que le corps agricole n'ait pas la compétence et l'organisation nécessaires pour faciliter la tâche de l'Etat dans la coordination des intérêts des différentes collectivités nationales. Il a marqué un progrès avec l'institution des Chambres d'agriculture, mais pourtant, les interventions trop fréquentes de l'Etat, sont la preuve qu'il n'est pas encore arrivé à un développement suffisant.

SECTION TROISIÈME

L'ACTIVITÉ DES CHAMBRES D'AGRICULTURE

En étudiant l'activité des Chambres d'agriculture, on distingue d'abord une période de tâtonnement durant les quelques années qui ont suivi leur institution par la loi de 1925. A cette période fait suite une autre pendant laquelle les chambres gagnant un peu d'expérience et montrent un peu d'activité. Enfin après la loi de 1930 qui change leur physionomie, elles ont de nouveau une stagnation dans leur activité à cause des réductions budgétaires imposées par la crise.

1) **Première période.** — Vu la situation dans laquelle se trouvait l'agriculteur en 1925, mal préparée pour recevoir une institution qui représentait sa profession, on ne pouvait espérer que les Chambres d'agriculture aient du succès dès leur début.

Les membres des premières Chambres, nullement pénétrés de l'esprit de solidarité professionnelle, n'ont pas compris la mission qui leur a été confiée et c'est à cause de la mauvaise interprétation de la loi, qu'on voit le Ministère de l'agriculture intervenir fréquemment par son droit de dissolution. Dans une seule année, en 1929, (1) on assiste à la dissolution de 15 chambres et si on suit ce mouvement jusqu'en 1930, on trouve la situation suivante : de 67 chambres constituées jusqu'à cette date

(1) Bulletin de l'Union des chambres d'agriculture. Juin 1927, page 91.

(1), 21 seulement sont restées dans leur forme initiale. Des 46 chambres restantes, 7 ont été dissoutes trois fois ; 14, deux fois et 25, une fois. Cette facilité de dissolution est dûe aussi à l'immixtion de la politique dans les Chambres. L'instabilité de leur existence n'est qu'une raison de plus dans le manque d'activité efficace de ces corps.

En analysant l'activité des chambres d'agriculture d'après leur procès-verbaux publiés dans le bulletin de l'Union, (2) elles se résument aux points suivants :

a) Répartition du blé et achat de machines agricoles spécialement de trieuses pour l'emploi dans la circonscription de la Chambre.

b) Brochures et instructions pour le traitement des différentes maladies des plantes et des animaux.

c) Conférences pour la popularisation des procédés des engrais chimiques.

d) Haras avec des étalons pris dans les dépôts de l'Etat.

e) Expositions zootechniques et achat d'animaux domestiques pour les répartir dans le département, en vue de l'amélioration des races.

f) Secours aux éleveurs de bétail, endommagés par les ravages épidémiques.

g) Subventions aux écoles d'agriculture pour l'élevage des animaux de race.

h) Excursions avec des paysans propriétaires désireux

(1) Voir Bulletins de l'Union des Chambres d'agriculture 1926-1927.

(2) Voir statistique du Journal officiel. déb. parl. du 18 sept. 1930, page 3581.

de visiter les belles exploitations agricoles à l'intérieur du pays et à l'étranger.

C'est le moment de rappeler qu'en Bessarabie, des organisations analogues aux chambres d'agriculture ont existé déjà sous le régime de l'Empire Russe ; la loi de 1925 ne fait que maintenir sous un autre nom les anciennes organisations. Il est évident que dans cette partie de la Roumanie, les Chambres ont montré une activité plus féconde et on prend comme exemple la Chambre d'agriculture du département de « Cetatea-Alba » qui possède une des meilleures organisations ; voici les résultats : (1)

En 1927, la Chambre a commencé l'exécution d'un projet, visant l'organisation de 30 stations répandues dans le département et possédant chacune les machines et les instruments agricoles nécessaires aux travaux des champs. Ces stations étaient destinées principalement aux agriculteurs dépourvus de moyens.

Pour l'intensification de la culture mécanique, la Chambre a inauguré une école de conducteurs de tracteurs, dont les cours pratiques de moto-culture ont été suivis par 130 personnes.

La Chambre a acheté un immeuble avec 200.000 lei, qui a été transformé en infirmerie publique pour les animaux et où les consultations et les médicaments se donnent gratuitement.

Enfin, elle a organisé un Musée agricole, des confé-

(1) Voir « Bulletin de l'Union des Chambres d'agriculture » mai 1927. p. 76.

rences et a acheté un nombre important de reproducteurs qui ont été répartis dans le département.

2) **Deuxième période.** — A partir de 1928, l'activité des Chambres commence à se manifester sur un terrain plus solide. La période critique passée, elles se montrent plus entreprenantes et leur nécessité commence à se faire sentir dans les milieux agricoles.

La distribution de plus en plus nombreuse des machines et instruments agricoles est la preuve que le travail des champs se fait plus soigneusement et avec plus d'efficacité. Dans le nombre que nous indiquons, (1) sont comprises des machines agricoles, qui avant la guerre était presque inexistantes.

(1) Voir le tableau sur l'activité des Chambres.

**Tableau de l'activité des Chambres d'agriculture en 1928,
1929 et 1930. (1)**

Nombre et quantités distribuées ou instituées pendant			
	1928	1929	1930
Mac. et instru- ments agri- coles	3.071	7.960	12.070
Engrais et se- mences.	5.415 T.	22.092 T.	14.399 T.
Anim. de Re- production ...	2.352	7.110	7.645
Pépinières fer- mes	72	195	23
Plantat. des diff. arbres ...	1.921.354	3.964.700	6.990.317
Champs d'ex- périences ..	17	—	22
Publications ..	464	77.158	164.136
Bibliothèques ..	5	6	
Conférences ..	882	3.888	1.360
Démonstrations pratiques ..	351	857	573
Ecoles d'hiver	6	16	8
Cours agricoles	8	11	48
Expos. agricoles	87	216	61
Prix en argent	1.646.935 Lei	6.942.507 Lei	1.780.489 Lei
Différ. subven- tions	2.061.859 Lei	4.504.326 Lei	3.247.487 Lei

(1) Les dates indiquées dans ce tableau sont prises d'après les
« Comptes rendus sur l'activité des Chambres d'agriculture » pour
les années : 1928, 1929 et 1930.

La même chose est à remarquer sur les engrais chimiques ; ils constituent évidemment un des moyens les plus efficaces pour améliorer la qualité de la production agricole en Roumanie.

En ce qui concerne l'activité zootechnique, les chambres (spécialement celles de la Transylvanie) continuent le mouvement de progrès existant. L'élevage des animaux pratiqué dans les régions montagneuses gagne chaque jour de l'importance grâce aux interventions fréquentes des Chambres pour obtenir des mesures de protection.

Sur l'activité culturelle, il est à remarquer que les chambres n'ont pas dépensé suffisamment d'énergie. Le niveau culturel peu satisfaisant de l'agriculteur aurait demandé une intervention plus efficace pour la popularisation de la technique agricole moderne. L'activité a été dirigée surtout vers l'enseignement théorique, se manifestant par des publications, conférences, cours de spécialités et quelques écoles d'hiver. Cette méthode d'enseignement est utile plutôt dans les pays où la classe agricole possède déjà la pratique agricole et l'expérience de la culture scientifique. En Roumanie, c'est l'enseignement pratique qui donnera les meilleurs résultats, car la propriété paysanne est nouvelle et ne possède pas la technique nécessaire pour travailler convenablement la terre. Ce sont les champs d'expérience et les démonstrations pratiques qui peuvent donner des résultats en Roumanie et c'est juste ce côté qui a été négligé par les Chambres d'agriculture.

Les Chambres sont consultées pour toutes les lois et

toutes les mesures que le Ministère d'Agriculture veut prendre dans le domaine agricole, mais leurs desiderata n'ont pas toujours d'écho. Pourtant il est à noter que leur avis, pour le projet de Chambre régionale en 1927 et pour la réorganisation des Chambres en 1930, fut pris en considération et satisfait entièrement.

3) **Troisième période.** — Après la loi de 1930, la structure des Chambres a beaucoup changé et leur rôle a été dirigé, à l'exemple de l'Italie, vers l'enseignement pratique ambulant. Malheureusement à cause de la crise, leurs budgets ont été réduits en 1931, et, l'enseignement ambulant qui demande l'engagement d'un grand nombre de spécialistes n'a pas pu se développer.

La situation des agriculteurs en Roumanie est très critique en ce moment. A cause de la grande baisse des prix ils se sont endettés de plus en plus pour pouvoir faire face aux frais de la récolte. A l'heure actuelle, ils ne sont plus capable de payer leurs dettes et c'est à cause de cela que le Crédit agricole est complètement détruit. Le Parlement vient de passer, il y a quelques jours, une loi sur la conversion des dettes agricoles par laquelle on espère soulager les agriculteurs et par conséquent faire renaître la production agricole, et améliorer la situation économique du pays.

Dans ces conditions les Chambres d'agriculture sans un budget suffisant, ne peuvent développer une activité efficace, ni appliquer les réformes utiles introduites récemment. Elles se bornent à distribuer la semence sélectionnée pour assurer une bonne récolte, et, dans la

limite du budget, de continuer l'activité que nous avons déjà révélée. Pour les besoins indispensables de l'Agriculture, le Ministère de l'Agriculture accorde des sommes supplémentaires avec des indications strictes quant à leur emploi.

CHAPITRE V

LES CHAMBRES D'AGRICULTURE EN FRANCE, ALLEMAGNE ET ITALIE

I. FRANCE

En France, les tentatives faites pour organiser une représentation élue des agriculteurs, datent du commencement du 19^e siècle.

Même après la Révolution française, on peut constater l'existence d'organes agricoles spéciaux, qui fonctionnaient auprès du gouvernement et qui s'occupaient exclusivement du relèvement de la classe agricole. Sous la Restauration, l'idée de la création d'organes consultatifs agricoles, fit de grands progrès et l'on vit M. de Montaignac inviter les préfets et sous-préfets à instituer des comités consultatifs de département et d'arrondissement, fonctionnant au-dessus des comices agricoles cantonaux.

Mais la conception des Chambres consultatives élues,

n'est apparue pour la première fois, que sous la seconde République, quand, le 28 juin 1837, le ministre de l'agriculture Martin définit ainsi le rôle de ces chambres : « La création des chambres consultatives aura un immense avantage. Ces chambres se mettant naturellement en rapport avec les sociétés d'agriculture et les comices, ces derniers naturellement viendront prendre des conseils où ils pourront en recevoir. D'un autre côté, le ministre, qui ne peut correspondre avec tous les comices, pourra correspondre avec les chambres consultatives, parce que leur nombre sera plus restreint, parce qu'il aura près d'elles la faculté d'obtenir des renseignements exacts, qui pourront le guider utilement dans la direction à donner aux encouragements à l'agriculture ».

Une proposition de loi déposée en 1840 par MM. Deffite et Beaumont, fut abandonnée à cause de la révolution de Février 1848.

Enfin, la loi créant pour la première fois les Chambres d'agriculture, fut adoptée le 20 mars 1851 ; ces Chambres étaient départementales et élues, — à raison d'un membre par canton — par les comices agricoles. Elles avaient le droit de présenter au gouvernement leurs vues sur toutes les questions intéressant l'agriculture et leur avis devait être demandé sur tous les changements à opérer dans la législation, relativement aux intérêts agricoles ; elles étaient reconnues comme établissements d'utilité publique. Mais bien que limitées à un rôle consultatif, elles inspirèrent des craintes et furent étouffées avant même d'avoir vécu ; le décret du 9 décembre 1851 ajourna leur

mise à exécution. Par un second décret, du 25 mars 1852, les chambres élues furent remplacées par des chambres d'arrondissement, nommées par les préfets. L'œuvre de ces chambres nommées, paraît avoir été nulle : elles finirent par ne plus se réunir.

Après la guerre de 1870 et jusqu'en 1919, la question des Chambres d'agriculture n'a pas cessé d'être — au moins en théorie — à l'ordre du jour. Si on n'a pas trouvé une formule définitive pour cette institution, c'est en grande partie à cause de la défiance que les partis politiques au pouvoir, avaient à l'égard de ces assemblées professionnelles, par qui la nombreuse population rurale devait se sentir représentée et défendue et dont ils craignaient de voir sortir un personnel concurrent et d'esprit conservateur.

Pendant cette période de temps, entre les partisans et les adversaires des Chambres d'agriculture, s'engage une lutte sourde, mais continuelle, sur les questions les plus importantes de ces problèmes : l'électorat, les attributions des chambres et leurs ressources.

De nombreux projets de loi ont été déposés et de longs débats ont eu lieu jusqu'en 1919, au moment où les membres du Parlement devaient se présenter devant le corps électoral et où ils votèrent en hâte la loi du 25 octobre 1919 (1). Dans cette loi, le corps électoral était formé de tous les Français et Françaises, âgés d'au moins 25 ans, que leurs intérêts ou leur profession rattachaient à l'agriculture : propriétaires ou usufruitiers, exploitants, ou-

(1) J. off., du 29 Oct. 1919.

vriers, fonctionnaires agricoles énumérés par la loi. Comme corps consultatifs, elles faisaient connaître au gouvernement et aux Conseils généraux, les desirèta des agriculteurs et répondaient aux questions qui leur étaient posées ; mais, de plus, elles étaient habilitées et invitées expressément à prendre et à seconder toutes les initiatives tendant à accroître la production agricole. Enfin pour pouvoir s'acquitter de cette mission, la loi leur assurait des centimes additionnels, comme ressources permanentes, et des taxes et primes perçues en rémunération de leurs services, à quoi pouvaient s'ajouter encore des subventions, dons ou legs.

La loi de 1919 ayant un trop grand nombre d'imperfections à rencontré des difficultés dans son application, et sa mise à exécution a été ajournée plusieurs fois, afin de donner au Parlement le temps de la réformer.

Enfin la loi du 3 janvier 1924 (1), réussit à instituer les Chambres d'agriculture comme représentation officielle des intérêts économiques de la production agricole, en donnant aux agriculteurs le moyen de défendre officiellement leurs intérêts économiques de producteurs, au même titre que les intérêts du commerce et de l'industrie.

Ces Chambres d'agriculture sont départementales et sont élues par le suffrage universel rural. En dehors des attributions consultatives, elles ont aussi des fonctions actives, mais celles-ci, qui étaient énumérées par la loi de 1919, ne le sont plus par la loi de 1924 ; la loi définit la fonction des Chambres uniquement dans leurs rela-

(1) J. Off du 4 Janvier 1924.

tions avec le gouvernement et l'administration, en laissant de côté le rôle actif qu'elles sont appelées à jouer en vertu des dispositions de l'article 25, lequel dit : « En dehors de leurs attributions consultatives, les Chambres d'agriculture peuvent, dans leurs circonscriptions, créer ou subventionner tous établissements, institutions ou services d'utilité agricole, toutes entreprises collectives d'intérêt agricole ». Cette imprécision était d'ailleurs une des plus grandes difficultés de la législation.

Dans le budget des Chambres, parmi les recettes ordinaires, manquent les centimes additionnels, qui figuraient au contraire dans l'art. 44 de la loi de 1919. Avec les taxes des services qu'elles rendent et avec les subventions de l'Etat, des départements et des communes, les Chambres agricoles ne peuvent avoir l'indépendance nécessaire pour participer à des entreprises agricoles importantes. Les défenseurs des centimes additionnels ont toujours montré qu'il était illogique d'appeler les Chambres à créer ou subventionner des établissements d'intérêt commun ou prendre la tête d'une transformation nécessaire à l'agriculture française, si on ne leur donnait pas les ressources permanentes et l'indépendance nécessaire à toute action d'une certaine ampleur (1).

Beaucoup de Chambres ont dû commencer leurs travaux sans aucune ressource et ont été forcées d'emprunter pour faire face aux frais de secrétariat (2).

Actuellement, par l'art. 40 de la loi de finance de 1928,

(1) Henri Rollet : Les Ch. d'agr. 1926 p. 135.

(2) L'activité des Ch. d'agric. — Action populaire du 25 Déc. 1928.

elles ont la satisfaction de se voir autorisées à percevoir des centimes additionnels sur la propriété foncière non bâtie, jusqu'à concurrence de dix.

Les Chambres d'agriculture ont organisé l'Assemblée des Présidents des Chambres d'agriculture de France, qui est une réunion périodique de leurs présidents ou délégués, afin de mieux coordonner leur action et de rendre plus efficace les revendications agricoles, en s'appuyant sur les groupements existants, qui ont déjà jalonné leur route et marchent généralement avec elle, la main dans la main.

Enfin, en organisant la représentation officielle des intérêts de la production agricole, la loi du 3 janvier 1924, satisfait un vœu très ancien de l'agriculture française. Elle comble la regrettable lacune qui existait dans l'organisation économique rationnelle de la nation.

Jusqu'à aujourd'hui, les Chambres fonctionnent bien et donnent entière satisfaction, mais, étant donné la courte période de temps qui s'est écoulée depuis leur institution et les vives discussions de principe qui ont été agitées au Parlement d'alors, ce n'est pas étonnant de voir encore des critiques adressées partiellement à cette législation.

II. — ALLEMAGNE

Les Chambres d'agriculture en Allemagne ont une organisation des plus anciennes. Parmi les premières qui ont été instituées, figurent celle de Brême, fondée en 1849, celle de Saxe en 1850 et celles de la Prusse presque toutes

entre 1896 et 1899 (1). L'exemple a été suivi par tous les Etats allemands et, entre 1900 et 1910, de nombreuses Chambres d'agriculture ont été organisées ; les dernières qui ont été créées sont : celle de Wûrtemberg en 1920, celle de Signaringen, de Posen-Westpreussen en 1922 et d'Oberschlesien en 1927.

Il faut noter qu'en Bavière existent comme corps représentatifs de l'agriculture, les Chambres des paysans, instituées par la loi du 20 mars 1920 et organisées d'après le système des Chambres d'agriculture, dont elles ne diffèrent que par le nom.

Si l'on s'inspire de la loi du 30 juin 1894 qui régit les Chambres des provinces prussiennes, chaque Chambre d'agriculture est autonome et possède des statuts propres qu'elle peut modifier à son gré (2).

Pourtant, les 2/3 des Chambres d'agriculture allemandes, sont organisées en Chambres centrales ou instances supérieures, où elles envoient des représentants en proportion avec le nombre de leurs membres : Il y a la Chambre centrale de Prusse constituée en 1921 ; celle de Saxe créée en 1850, celle de Thuringe, en 1926 et la Chambre paysanne pour toute la Bavière, créée en 1920.

Enfin, en dehors de cette organisation, existe depuis 1872, le Conseil agricole allemand (Deutscher Landwirtschaftsrat) qui est une association des Chambres d'agriculture allemandes, constituée par le libre consentement des Chambres ; c'est une institution analogue à l'Assem-

(1) Statistique du Reichsarbeitsverwaltung. — 1927.

(2) Rapport V. Morel à la Ch. des Dép. — J. Off. des parl. Juillet 1914.

blée des Présidents des Chambres d'agriculture de France.

Ce conseil est formé de membres délégués, envoyés par les Chambres centrales : Saxe 4, Thuringe 3, Chambre centrale paysanne 14 ; Chambres non constituées en Chambres centrales 27 ; les Chambres provinciales de Prusse, dont la Chambre centrale ne fait pas partie du Conseil agricole, envoient 42 délégués, soit en tout 90 membres délégués, auxquels viennent s'ajouter 4 membres ayant aussi droit de vote et qui sont choisis par le Conseil d'administration, dans les milieux scientifiques.

Ce Conseil agricole allemand, étant l'expression de l'agriculture entière, a la mission de défendre les intérêts des cultivateurs devant le Parlement ou les autorités administratives et il cherche à encourager les progrès par des communications et des projets de réformes générales.

Pour exposer plus en détail l'organisation des Chambres d'agriculture en Allemagne, nous citerons quelques exemples de modifications apportées par la législation d'après guerre, comme conséquence des changements politiques, puis nous indiquerons les créations de Chambres d'agriculture là où elles n'existaient pas (1).

En Prusse, la loi du 30 janvier 1894 sur les Chambres d'agriculture a été amendée par la loi du 16 décembre 1920 ; le changement porta sur le droit de vote et l'éligibilité.

D'après l'art. 6, chaque citoyen allemand, sans distinction de sexe, à le droit de vote, s'il a vingt ans et s'il tra-

(1) La nouvelle législation sur les Ch. d'agric. en Allemagne. — *International Review of Agricultural Economics*, 1923.

vaille dans l'agriculture comme occupation principale, depuis un an au moins, ou s'il pratique l'agriculture comme occupation secondaire, à condition que la production soit consommée uniquement par sa famille. Les associations agricoles ont aussi droit de vote, par la voie de leur représentant légal.

L'art 8 détermine les circonscriptions électorales, qui élisent au moins 2 membres chacune.

L'art. 14 dit, que pour chaque série de dix membres élus dans une circonscription, un autre membre doit être coopté par la Chambre : 1/3 est choisi parmi les femmes engagées dans l'agriculture et sur la recommandation des organisations féminines du district ; 1/3 parmi les travailleurs de ferme et les professeurs en matière agricole, sur la recommandation des organisations respectives ; 1/3 parmi les directeurs des associations agricoles ou autres personnes, dont la compétence en agriculture est notoire.

Sont éligibles — dit l'art. 7 — : 1) Les personnes ayant le droit de vote spécifiées sous l'art. 6, qui ont 25 ans révolus et qui ont habité au moins un an dans le district de la Chambre. 2) Les anciens propriétaires, usufruitiers ou tenanciers de terres affectées à l'agriculture ou à la sylviculture et qui ont été éligibles pendant 15 ans dans le district de la Chambre.

Le principe fondamental de cette nouvelle législation, est celui de l'élargissement du corps électoral qui, dans la loi ancienne, était beaucoup plus restreint.

En Bavière, la loi du 20 mars 1920, sur les Chambres de paysans a institué, pour la première fois, une représentation légale et élective de l'agriculture.

Les Corps représentatifs de l'agriculture en Bavière sont : 1) La Chambre des paysans pour tout l'Etat. 2) Les Chambres de paysans pour chaque cercle (Kreis). 3) Les Chambres de paysans pour chaque district (Bezirk) et ville avoisinante.

L'art. 5 de la loi dit que, les Chambres de paysans, doivent s'intéresser à chaque question qui a un rapport avec l'agriculture, au double point de vue économique et technique, en agissant comme porte-parole des paysans. Par suite les questions suivantes relèvent de leur compétence : 1) Représentation et sauvegarde des intérêts agricoles en rapport avec le système économique commercial ou fiscal. 2) Augmentation de la production agricole sous toutes ses formes. 3) Collaboration avec les institutions agricoles de l'Etat, particulièrement pour les questions relatives aux assurances agricoles et à la colonisation indigène. 4) Collaboration, en ce qui concerne le logement rural et l'estimation des propriétés rurales. 5) Conservation et progrès des institutions existantes, pour l'amélioration de la condition des classes rurales. 6) Dispositions économiques, — par collaboration — pour l'établissement des prix des marchés. 7) Collaboration pour l'emplacement du travail agricole et la standardisation des conditions du travail, sur la base des conventions intervenues entre les employeurs et les employés. 8) développement de l'instruction agricole, des instituts de recherches et expériences. 9) Collaboration, pour tout ce qui tend à assurer l'approvisionnement des aliments et la surveillance du commerce des comestibles.

Le droit de vote est réglementé sur une base démo-

cratique, sans distinction de sexe. Ont le droit de voter :

1) Les propriétaires usufruitiers et tenanciers de terres agricoles, qui font de l'agriculture leur occupation principale. 2) Les propriétaires, usufruitiers et tenanciers dont le travail de la terre constitue une occupation secondaire, pourvu que leurs terres représentent une certaine valeur imposable. 3) Ceux qui dirigent des fermes et en font leur occupation principale. 4) Ceux qui ont pratiqué l'agriculture durant au moins 15 années et qui depuis lors n'ont pas fait d'une autre profession leur occupation principale. 5) Les directeurs des organisations agricoles, légalement constitués en corps corporatifs. 6) Le personnel enseignant des écoles d'agriculture, pourvu que l'enseignement en soit l'occupation principale et que le sujet enseigné concerne l'agriculture.

Les Chambres paysannes sont élues pour 5 ans.

Les élections pour les Chambres de paysans de district et cercles ont lieu sur le principe de la représentation proportionnelle. La Chambre pour tout l'Etat est élue par les cercles-chambres.

Un point d'un intérêt spécial, est celui que présente la collaboration des Chambres de paysans avec la représentation des travailleurs de ferme. La représentation des travailleurs de ferme, est confiée aux représentants des unions formées par les travailleurs eux-mêmes. Le Ministre de l'agriculture détermine quelles unions peuvent envoyer des représentants et combien ; ce nombre ne peut dépasser celui des membres des Chambres de paysans.

La représentation des travailleurs de ferme et la

Chambre des paysans, constituent ensemble un « Groupe de travail » (Arbeitsgemeinschaft). Ce corps s'occupe des questions qui ont rapport aux intérêts communs des patrons et des travailleurs. Le président du groupe de travail est le président de la Chambre des paysans. Les résolutions du groupe de travail présument une décision prise avec l'agrément des deux groupes intéressés.

Les dépenses des Chambres de paysans sont supportées par : 1) les recettes résultant de leur propre travail ; 2) les contributions volontaires des communes, des districts, des cercles et de l'Etat ; 3) les levées supplémentaires.

*

* *

Telle est, en résumé, l'organisation des Chambres d'agriculture en Allemagne, comme elle a été réglée et révisée par les différentes législations. Nous nous sommes bornés à résumer les points principaux de l'organisation de ces Chambres en Prusse et en Bavière qui sont les deux plus importants Etats. Cette organisation, présente beaucoup de points communs avec la majorité des lois instituant la représentation professionnelle agricole, dans les autres contrées du Reich.

Au point de vue de l'activité, les Chambres d'agriculture allemandes sont parmi les premières de l'Europe et si l'on considère le travail constructif exécuté par quelques-unes d'entre elles, au cours de leur existence déjà longue, on peut constater les excellents résultats auxquels elles sont parvenues (1).

(1) Rapport V. Morel : J. Off. deb. parl. Juillet 1914, p. 1778.

Aujourd'hui se trouve en préparation, une loi destinée à régler la situation des Chambres d'agriculture pour tous les Etats du Reich, une soi-disant loi d'ensemble (Mantelgesetz), qui établira une certaine uniformité de principes sur les points les plus importants tels que le droit de vote l'admission des travailleurs de ferme, etc. En même temps, on pense créer une Chambre d'agriculture du Reich qui remplacerait le Conseil allemand de l'agriculture (Landwirtschaftsrat), lequel a été jusqu'à présent le corps central des Chambres d'agriculture allemandes.

III. — ITALIE ⁽¹⁾

Les Chambres d'agriculture proprement dites, n'existent pas en Italie, mais il y a les « **Cattedre ambulanti di agricoltura** », qui par le fonctionnement qu'elles remplissent, peuvent être assimilées avec les Chambres d'agriculture.

Les premières Chaires ambulantes, sous forme de tentatives isolées, ont pris naissance vers le milieu du 19^e siècle, mais leur caractère de stabilité n'a été marqué que vers 1886 avec la formation de la Chaire ambulante de la province de Rovigo. Vers 1891, elles ont pris un essor plus important, spécialement dans les provinces plus riches ; cette année marque une date importante dans l'histoire de cette institution.

Au début, les Chaires avaient, au point de vue juridique,

(1) Pour plus de détails voyez la brochure de M. E. Fileni : *Sviluppo della Cattedre ambulanti di agricoltura in Italia*. — Roma 1927.

la forme d'association (Consorti) volontaire entre la province, la commune, les associations agricoles et même les agriculteurs. Plus tard l'Etat est entré dans ces « Consorti » et comme c'était normal, par la contribution qu'il apportait, il a donné un plus grand prestige aux Chaires ambulantes d'agriculture. Une partie des administrations provinciales, fondatrices de Chaires ambulantes, ont voulu longtemps se dispenser de la contribution que l'Etat leur apportait, mais elles n'ont pu réussir, leurs moyens étant insuffisants. Une autre cause de l'intervention de l'Etat, a été le fait que les Chaires, prenant naissance par l'initiative locale, n'existaient que dans les provinces où l'agriculture était déjà avancée.

Pour remédier à cet état de choses et pour encourager le progrès économique général des provinces moins avancées, l'Etat a été forcé vers 1902, d'instituer sur son compte, plusieurs Chaires ambulantes spécialisées (dans la zootechnie, viticulture, etc.) qui ont fonctionné parallèlement aux Chaires ambulantes provinciales et en 1904 (pour Basilicata), en 1906 (pour Calabria) et en 1907 (pour Sardaigna) il a institué même des Chaires ambulantes provinciales. En 1906, l'Etat a commencé à intervenir pour la réglementation de la direction des Chaires et en 1907, pour le maintien des Chaires ambulantes, par la constitution du association (Consorti) volontaire entre l'Etat, la province et les associations privées. A partir de cette date, l'intervention de l'Etat devient plus fréquente et sa contribution plus grande, afin de donner aux provinces un caractère plus accentué de continuité et d'obligation sur le terrain agricole, un état juridique

au personnel des Chaires et enfin augmenter obligatoirement le nombre des sections dispersées dans chaque province (offices détachés, dépendant de Chaires) et du personnel technique inférieur.

En 1920, l'Etat transforme en « Consorzi » les Chaires ambulantes gouvernantes (15 Chaires avec 16 sections) et supprime les Chaires gouvernantes de spécialité. En 1924-25, il augmente à son compte (jusqu'à 100) les sections des Chaires conzortielles d'Italie. Il élève de 200, le nombre de sections ; et en 1926, en 1927, apporte un grand nombre de réformes indispensables au progrès de l'institution.

L'intervention de l'Etat a été bienvenue pour le bon partage des Chaires sur tout le territoire de l'Italie ; c'était son devoir de remédier à l'initiative privée qui fixait une Chaire ambulante soit pour plusieurs provinces, soit pour un groupe très restreint de 3-4 communes.

Ces Chaires sont administrées par une commission de surveillance, composée de tous ceux qui contribuent à son fonctionnement par un apport financier.

A l'origine, le budget des Chaires ambulantes était extrêmement réduit ; il se limitait à quelques milliers de lires donnés par l'administration provinciale, les instituts locaux de crédit, les sociétés ou associations agricoles locales, certaines communes ; une infime partie provenant du Ministère de l'agriculture. Celui-ci a été le principe de la formation du budget jusqu'en 1920, lorsqu'en vertu du décret du 27 novembre 1919, on a assuré un budget annuel de 40.000 lires au minimum, pour une Chaire de

circonscription provinciale ; 20.000 livres pour une Chaire autonome de circonscription ou de moindre importance et 12.000 livres pour chaque section. Ces sommes étaient à la charge de l'Etat (3/5) et de la province (2/5). — En 1923, une somme globale de 3.500.000 lire, toujours supportées par l'Etat et la province et dans les mêmes proportions, fut allouée aux Chaires, proportionnellement à leur superficie agraire, leur population agricole et le nombre de leurs communes. La situation devient meilleure en 1926, lorsque par un nouveau décret, l'Etat, à lui seul, accorde au budget des Chaires, la somme de 3.500.000 lire, partagée d'après les mêmes normes. Ce budget était majoré par les contributions volontaires. Il faut ajouter que les sommes allouées par l'Etat ne sont employées que pour un but déterminé, par ex : cours professionnels pour le progrès de la zootechnie ; propagande de la sériciculture et, plus récemment, propagande du blé.

Les Chaires ambulantes d'agriculture avaient pour but : de faire connaître les questions agraires soumises à l'administration provinciale ; de tenir un certain nombre de conférences pratiques pour les agriculteurs et des cours d'agriculture pour les instituteurs ; d'instituer et de diriger des champs de démonstration pour chaque zone provinciale, des champs d'expérimentation et des démonstrations publiques avec des machines agricoles ; à la demande des agriculteurs, donner des consultations et faire des publications pratiques ; faciliter les rapports des agriculteurs avec les sociétés et associations de caractère agricole, au moyen des champs d'expérimentation.

Par la loi du 27 novembre 1919, la mission des Chaires ambulantes a été mieux définie en ce qui concerne la vulgarisation technique de l'agriculture, l'assistance technique, la coopération et le progrès de l'agriculture par tous les moyens.

Les bienfaits que les Chaires ambulantes apportent à l'agriculture italienne, grâce à la gratuité complète des services qu'elle rend, sont beaucoup appréciées par les agriculteurs, et le pays n'a pu que profiter du bon fonctionnement de cette institution. Le gouvernement fasciste qui a bien compris l'importance de l'agriculture en Italie, a beaucoup contribué au développement des Chaires ambulantes d'agriculture et, en général, à l'augmentation de la production agricole.

CONCLUSIONS

En analysant la situation de la classe paysanne qui forme la base de l'agriculture en Roumanie et ensuite la situation de la production agricole, nous avons fait déjà nos observations et montré les points faibles, sur lesquels une intervention s'impose. Il y a pourtant deux problèmes importants qui pourraient apporter, par leur résolution, une amélioration très sensible de la production agricole.

Le premier problème, est la formation d'un corps d'agronomes très solide pour l'employer à diriger les champs d'expérience. Le deuxième problème est la propagande pour le développement des associations privées. Les chambres d'agriculture, avec l'appui de l'Etat pourraient réaliser de brillants résultats dans ces directions et éviteraient sans doute dans l'avenir, de nouvelles situations critiques pour l'agriculture du pays.

Pour la formation du corps agronomique, nous proposons le programme suivant :

Les Chambres d'agriculture, par leurs Comités agricoles locaux, ont la possibilité de sélectionner les jeunes gens méritant et ayant des aptitudes pour le métier agricole. Même avec des budgets restreints, les Chambres trouveront aussi le moyen pour subventionner la création des bourses et d'envoyer un plus grand nombre de jeunes gens, étudier

dans les écoles d'agriculture. Par une loi spéciale, l'Etat donnera la certitude que les nouveaux agronomes retourneront dans leurs villages où ils seront les éducateurs de la population villageoise. Pour mieux remplir leur mission, ils auront aussi besoin d'une parcelle de terre accordée par l'Etat.

Pour un fils du village qui a fait des études agronomiques, la Chambre d'agriculture trouvera certainement beaucoup de subventions qui lui épargneront une trop grande contribution de sa part, pour la constitution des bourses. Le succès de cette idée sera pleinement assuré, quand chaque village aura son agronome improprié avec un lopin de terre nécessaire à pratiquer l'agriculture scientifique. Dans ce cas, le paysan aura sur place une école pratique, où il apprendra les méthodes modernes de travail agricole et en jugera les avantages.

Voici, à nos yeux, un programme à suivre pour arriver avec certitude à soulager le malaise qui existe aujourd'hui dans l'agriculture de la Roumanie.

La propagande pour les Associations privées est une question beaucoup plus délicate et plus difficile à réaliser. Vu l'état de la classe agricole, les Associations privées ne pourront prendre un essor, qu'en leur accordant des avantages importants. En abaissant les tarifs douaniers, ou en accordant des crédits avantageux pour les associations, l'Etat pourra faciliter leur formation, mais pendant la crise actuelle, de pareils avantages sont difficilement réalisables.

Pourtant, par l'augmentation du nombre des agronomes

qui aura comme conséquence l'instruction technique des agriculteurs, il est bien probable que la solidarité avec tous ces avantages, fera aussi un pas en avant. L'initiative privée est capable, par son développement, d'apporter de grandes facilités au redressement agricole en Roumanie, car les associations ont une sphère d'activité locale. En poursuivant l'intérêt d'un nombre restreint d'agriculteurs, elles peuvent obtenir plus facilement de résultats pratiques.

Il est vrai que nos propositions ne sont pas immédiatement réalisables, mais les Chambres d'agriculture, en les adoptant dans leur programme, comme principales préoccupations, apportera chaque jour du progrès dans l'agriculture roumaine.

Vu : Le Président de la Thèse
William OUALID

Vu : Le Doyen
H. BERTHELEMY

Vu
et permis d'imprimer :
Le Recteur
de l'Académie de Paris
S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

- * C. CAROFLID. — Le rôle social de la propriété moyenne Bucarest 1926.
- * C. GAROFLID. — Questions économiques et financières Bucarest 1926.
- * C. GAROFLID. — Un programme agraire. Bucarest 1924.
- E. GRINTZESCO. — Le problème du redressement agricole en Roumanie. Bucarest 1931.
- E. FILENI. — Sviluppo delle Cattedre ambulanti di agricoltura in Italia. (Comunicazione al XIII congresso internazionale di agricoltura). Roma 1927.
- * V. BULGARU. — Le Régime de l'indemnisation des propriétaires expropriés par la réforme agraire de 1864. Iassy 1931.
- * A. LASCAROV-MOLDOVEANO et SERGIU IONESCO. — Constitution de la Roumanie de 1923. Bucarest 1925.
- Henri ROLLET. — Les Chambres d'agriculture. Thèse Lyon 1926.
- Filippo VIRGILII. — L'Italia agricola Odierna. Milano 1930.
- A. LECOMTE. — Les Associations agricoles.
- * G. IONESCO-SISESTI. — L'Agriculture à l'époque contemporaine.
- Emile PETRINI. — La réforme agraire en Roumanie. Bucarest 1931.

« Action populaire » du 25 décembre 1927.

« » » » 1928.

« L'Etat moderne » de juin 1928.

« International Review of Agricultural Economics » 1923.

« Taschenbuch für landwirtschaftliche Genossenschaften. Berlin 1931.

« Handbuch der Landwirtschaftskammer für die Provinz Brandenburg und für Berlin. »

* « L'Economie rurale. » Bucarest 1882.

* « L'Economie Nationale. » Bucarest 1891 et 1889.

Journ. officiel documents parlementaires du 25 Mars 1914

» » » » 16 Juil. 1921

* » » débats parlementaires du 18 Sept. 1930

* » » » » 19 Sept. 1930

* » » » » 20 Sept. 1930.

* » » » » 22 Juil. 1931

* » » » » 30 Juil. 1931

Loi de 1929 sur la coopération en Roumanie.

* Loi de 1925 sur l'Institution des Chambres d'Agriculture en Roumanie promulguée le 13 avril 1925.

* Loi de 1930 sur l'organisation des Chambres d'Agriculture promulguée le 28 juin 1930.

Les ouvrages marqués par * sont en roumain.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Introduction.	
Chapitre I. — Les Associations agricoles en Roumanie.	
Section I. — Les Comices et la Sté Nationale d'Agriculture.	9
Section II. — Le Mouvement Agricole coopératiste en Roumanie.	15
Section III. — La Nécessité et l'utilité des Chambres d'Agriculture en Roumanie.	23
Chapitre II. — L'Institution des Chambres d'agriculture en Roumanie.	28
Section I. — La loi du 17 avril 1925.	
§ 1. — Attributions.	29
§ 2. — Composition des Chambres.	32
§ 3. — Organes des Chambres d'Agriculture.	35
§ 4. — Le système électoral.	40
§ 5. — Le budget.	43
§ 6. — Dispositions générales.	47
Section II. — Considérations sur la loi de 1925.	48
Section III. — Le projet de loi de 1927 sur les Chambres régionales.	54

	PAGES
Chapitre III. — Nouvelles législations sur les Chambres d'agriculture.	59
Section I. — Organisation des Chambres d'Agriculture d'après la loi du 28 juin 1930.	60
§ 1. — Le Comité Agricole local.	
§ 2. — Les Chambres d'Agriculture départementales.	63
§ 3. — Les Chambres régionales.	65
§ 4. — L'Union des Chambres d'Agriculture.	68
Section II. — Les nouveaux principes de la loi de 1930.	69
§ 1. — Le système électoral.	69
§ 2. — Budget, revenus et gestion.	72
§ 3. — Attributions des Chambres.	74
§ 4. — L'Autonomie des Chambres.	77
Section III. — Les Modifications apportées en 1931.	78
 Chapitre IV. — La Structure agraire et le rôle des Chambres dans le redressement agricole.	 82
Section I. — Etude sur la structure agraire en Roumanie.	82
§ 1. — La loi rurale de 1864.	82
§ 2. — La réforme agraire en 1918-1921.	86
§ 3. — Aspect de la propriété agricole après la réforme agraire.	90
Section II. — Les Chambres d'agriculture dans l'ensemble des mesures prises par l'Etat pour le redressement agricole.	93
§ 1. — La Nécessité de l'intervention étatique.	93
§ 2. — Caractéristiques des Chambres d'agriculture en Roumanie.	95
Section III. — L'Activité des Chambres d'agriculture.	98

	PAGES
Chapitre V. . . Les Chambres d'agriculture en France, Allemagne et Italie.	106
I. — France.	106
II. — Allemagne.	111
III. — Italie.	118
Conclusions.	123
Bibliographie.	126
Table des Matières.	
